

Wem

vers
l'éducation
nouvelle

Démocratie, que peut l'éducation ?

 **Mayotte
après Chido**

 **Animer
un atelier
d'échanges
de savoirs**

 **Activité :
un village
de lutins**

Éducation
aux droits humains

ON A UNE QUESTION POUR VOUS :

COMMENT DÉFENDRE SES DROITS SI ON NE LES CONNAIT PAS ?

Chez Amnesty International, on vous donne les outils et les ressources nécessaires pour vous permettre de sensibiliser différents publics autour de la question des droits humains de manière ludique et pédagogique. Droits de l'enfant, droits des femmes, liberté d'expression, lutte contre les discriminations... sont autant de thématiques que nous abordons.



*Rendez-vous
sur
notre site*

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Éduquer à la démocratie : un impératif face à l'autoritarisme



Charles Reverchon-Billot,
directeur national
en charge de la politique
éditoriale et de la diffusion

La démocratie a toujours été une promesse : celle de construire, ensemble, un monde où la pluralité des idées et des identités coexistent dans le respect et la justice. Mais aujourd'hui, cette promesse est menacée. Aux États-Unis, l'élection de Donald Trump, les dérives institutionnelles et les attaques contre les fondements mêmes du système démocratique inquiètent. En Europe, des figures populistes gagnent du terrain, exploitant les fractures sociales et les peurs identitaires. En France, les dernières élections européennes ont vu une progression alarmante des partis porteurs de discours excluants et autoritaires. Cette situation est le résultat d'un lent affaiblissement des espaces de dialogue, amplifié par la désinformation massive, la montée des inégalités et une société de plus en plus polarisée. Dans ce contexte, la démocratie n'est pas seulement mise à l'épreuve : elle est activement contestée.

L'éducation apparaît comme l'un des derniers remparts. Pas une éducation froide et descendante, mais une éducation vivante, capable de donner du sens au collectif, de transmettre l'art du désaccord constructif,

La démocratie, ce n'est pas seulement des institutions ou des règles ; c'est d'abord une pratique, une dynamique en mouvement.

et d'outiller les citoyens et citoyennes pour ne pas céder aux discours de haine ou aux solutions simplistes.

Apprendre à vivre en démocratie, ce n'est pas seulement maîtriser des institutions ou des règles ; c'est comprendre que la démocratie est d'abord une pratique, une dynamique en mouvement. C'est apprendre à argumenter sans mépriser, à écouter sans juger, et à reconnaître la dignité de chacun-e, quelles que soient ses convictions ou son parcours. Pourtant, ces principes sont aujourd'hui frontalement attaqués. L'autoritarisme prospère en marginalisant le débat, en réduisant la complexité à des slogans et en imposant un récit unique. L'école, lieu de toutes les promesses, devient alors une cible. Comme le rappelle Grégory Chambat dans ce

dossier, certains régimes rêvent d'une école où l'obéissance prime sur l'émancipation, où l'histoire sert des récits nationalistes et où le doute critique est perçu comme une menace. Pour contrer ces dérives, l'éducation doit retrouver son ambition transformatrice, apprendre

à partager un espace, à gérer des conflits, à co-construire des règles communes. Car à chaque fois qu'un enfant prend la parole pour proposer, qu'un groupe parvient à surmonter ses désaccords ou qu'une communauté invente de nouvelles solidarités, c'est la démocratie elle-même qui se régénère. Face aux vents contraires, rappelons-nous que la démocratie n'est pas un acquis figé, mais un projet à renouveler chaque jour par nos actions et notre engagement collectif.

sommaire



6 actu

6/ en bref

Faire classe
dehors
Une jeunesse
engagée
Éduquer à
la sexualité

8/ point de vue

« Droit des
enfants à un
environnement
sain »

10/ décryptage

Laïcité, quels
droits, quelles
obligations ?

11/ datavue

Accueil en
périscolaire

12/ connaissance des publics

Sans abri, les
femmes aussi

14/ BD

La peur du
rouge

16

portfolio

Atelier bois

À Lille,
les Ceméa
proposent des
ateliers pour
apprendre
à travailler
le bois à
différents
publics.



22

dossier

Démocratie, que peut l'éducation ?

Apprendre à se parler et à s'écouter : un projet éducatif et forcément politique.



55 activités

56/
Roi, dame,
valet

58/
Un village
de lutins

62
biblio du
pédago
Une méthode
de travail
libre par
groupes

64
lire regarder
écouter...
Expo :
Migrations,
une odyssée
humaine



© Nelly Ritzen

68
portrait
Pascaline,
un autre regard
sur la vieillesse

71
grand
entretien
Marwan
Mohammed,
dans l'écosystème
des rivalités de
quartier

79
vous
Le courrier
des lecteurs

48 terrain

48/
reportage

Mayotte :
l'éducation
face au défi
de la recons-
truction

52/
décryptage
L'atelier
d'échanges
de savoirs



© Chloé Bénéfroid

80
et nous
Toutes les infos
pratiques sur
les Ceméa, Ven
et comment
s'abonner

actu

en bref

2 759 000

enfants vivaient sous le seuil de pauvreté en France en 2021, selon une enquête de l'Insee parue en octobre 2024. Cela représente 20,6% des moins de 18 ans. Plus de 42 000 enfants vivent dans des hébergements d'urgence, dans des abris de fortune ou dans la rue, selon des données de l'Unicef de 2022.

Pouvoir d'agir en danger

Face à la baisse des subventions, des associations sont contraintes à désertier "certains territoires", selon un rapport de l'Inspection générale (IGÉSR).

Conséquences : moins de capacités à « développer des méthodes originales, des approches singulières » et « des actions d'intérêt de manière autonome, souple et originale ».

Afin de garantir leurs recettes, les associations doivent aussi « s'assurer de la solvabilité des publics qu'elles touchent », réduisant drastiquement l'égalité de traitement entre les différents publics.

Éduquer à la sexualité

2,2 millions de jeunes, soit plus d'un quart des jeunes français, vont sur des sites pornographiques tous les mois, et 80% des violences sexuelles sont intrafamiliales. Pourtant, seuls 15% ont accès aux trois séances annuelles d'éducation complète à la sexualité (ces séances sont obligatoires depuis la loi de 2001, ndlr). Il est urgent de rendre effective l'éducation à la sexualité pour que les jeunes puissent comprendre la nécessité du consentement dans toute relation sexuelle et affective.

Une jeunesse engagée

Non, les jeunes ne sont pas repliés sur eux-mêmes. 30% des jeunes de 16 à 30 ans ont donné bénévolement une partie de leur temps pour une association*. Sport, éducation, santé, solidarité, environnement, défense des

droits humains, lutte contre les discriminations, les champs de ces engagements citoyens sont divers et représentatifs de la globalité de la société.

*Injep, *Les chiffres clés de la jeunesse 2024*



Faire classe dehors

Pour cette deuxième édition, les Rencontres internationales de la Classe Dehors auront lieu à Marseille de 14 au 17 mai 2025. Placé cette année sous le signe de l'eau, ce rendez-vous invite les enseignant-es, acteurs et actrices éducatives et collectivités territoriales à échanger, se former, et rencontrer des professionnel·les pratiquant déjà la classe dehors. En 2023, c'était plus de 2 000 participant-es, 200 organisations et plus de 400 intervenant-es.

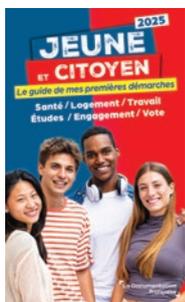
www.rencontres-internationales.classe-dehors.org



Un guide pour les 15-25 ans

Comment financer mes études, quelles sont les aides au logement, à quoi sert l'assurance maladie, comment voter, comment lire ma première fiche de paie, comment payer mes impôts... ? Mais aussi comment faire face au harcèlement sur les réseaux sociaux, lutter contre les discriminations... ? Un guide pratique proposé par la Documentation française à mettre entre toutes les mains.

www.vie-publique.fr



Le Printemps de Bourges 2025 se tiendra du 15 au 20 avril. Pour la 43^e année, les Ceméa accueillent notamment des jeunes, adultes, patient·es d'un institut médico-éducatif (IME), familles, professionnel·les, ou encore stagiaires Bafa et Bafd. Un évènement pour se rencontrer, se sensibiliser à découvrir un nouvel univers musical et vivre un premier festival !

Le Printemps de Bourges 2025

« **Droit des enfants à un environnement sain** » Zoom sur le dernier rapport de la Défenseure des droits et du Défenseur des enfants qui pose les jalons d'une politique éducative écologique. L'enjeu : protéger les enfants tout en leur permettant d'exercer une citoyenneté active.

La Défenseure des droits affine les contours d'une politique éducative écologique dans son rapport « Protéger l'enfance et préserver l'avenir », paru en novembre dernier. Parmi les 20 recommandations, elle pointe notamment la responsabilité des espaces accueillant des enfants de garantir leurs besoins fondamentaux. Publié après la mission d'information parlementaire sur l'adaptation de l'école aux enjeux climatiques (décembre 2023) et le rapport du Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge sur la place des enfants dans les espaces publics et la nature (octobre 2024), le rapport souligne aussi l'impératif de permettre aux enfants de participer aux décisions qui les concernent.

Des besoins sont aujourd'hui bien identifiés : rénovation des bâtiments, notamment scolaires, pour une plus grande sobriété ; éducation aux mobilités douces et piétonisation des abords des structures d'accueil d'enfants ; alimentation de qualité et responsable. Un ensemble de mesures qui ne peut aller sans une réflexion sur la formation des personnels.

Le rapport met en lumière plusieurs pistes concrètes sur lesquelles la plupart des acteurs sont d'accord :

- un ratio d'espaces verts par habitant pour accélérer la végétalisation et garantir l'accessibilité à un espace de nature à moins d'un quart d'heure,
- une adaptation territorialisée de la journée et des vacances scolaires qui tient compte des évolutions climatiques dans chaque territoire,
- une plus grande ouverture des établissements scolaires aux acteurs associatifs,



- une meilleure mutualisation des locaux, dans un contexte de baisse des naissances, afin d'exploiter pleinement ceux déjà construits,
- une lutte contre les pollutions, tant en améliorant le diagnostic des espaces d'accueil qu'en dépistant des expositions précoces chez les publics les plus vulnérables.

Lutter contre l'éco-anxiété

Le rapport souligne l'impératif de mettre en œuvre le droit des enfants à participer aux

Une autorité administrative et indépendante

La Défenseure des droits est chargée de veiller au respect des libertés et des droits. L'an dernier, l'institution s'est saisie de l'enjeu environnemental à travers l'analyse de réclamations portant sur le droit à l'eau et à la santé, mais aussi dans le cadre de sa mis-

sion d'accompagnement des lanceurs d'alerte, notamment les défenseurs de l'environnement. C'est en tant que promotrice de l'intérêt supérieur et des droits de l'enfant, qu'elle a conduit la consultation nationale des enfants sur cet objet.



© Katha Philippe

décisions, une condition pour développer une culture du risque, lutter contre l'éco-anxiété, et préserver la capacité de la jeunesse à se projeter dans l'avenir. Intégrer les enfants dans l'ensemble des organes de participation existants en matière de droit de l'environnement, rendre obligatoires les conseils de jeunes au sein des collectivités territoriales et garantir leur consultation, mais aussi rendre la justice environnementale plus directement accessible aux enfants, c'est dépasser un cadre pédagogique

et construire une parole institutionnelle qui a une valeur officielle. C'est passer d'une proposition éducative à une proposition politique. Et confirmer que ce sont bien des changements structurels et systémiques de société qui permettront non seulement de répondre à l'urgence de la transformation écologique mais surtout de projeter un avenir désirable.

Stéphane Bertrand

« J'ai des droits, entends-moi ! »

Suivant les recommandations du Comité des droits de l'enfant de l'ONU visant à améliorer la prise en compte de la parole des enfants sur les droits qui les concernent, la Défenseure des droits a mis en place en 2019 son propre dispositif de consultation pour élaborer son rapport annuel relatif aux droits de l'enfant. Ce rapport s'est appuyé sur la mobilisation de plus de deux cents structures, permettant d'écouter plus de 3 400 enfants et jeunes de 2 à 22 ans, via des établissements scolaires, des accueils de loisirs, des maisons de quartier, des conseils municipaux ou régionaux d'enfants ou de jeunes, des structures médico-sociales, ou encore des enfants placés sous la protection de l'enfance, hospitalisés, hébergés en hôtel social, vivant en aire d'accueil, squat ou bidonville, en métropole comme en Outre-mer. Cette consultation s'initie avec le soutien de Jeunes ambassadeurs des droits de l'enfant (JADE) et de délégués de la Défenseure des droits dans les territoires.



Laïcité Quels droits, quelles obligations ? Tenues vestimentaires, signes religieux, composition des repas, le point en trois questions.

Qu'est-ce que la laïcité ?

La laïcité est un principe qui garantit aux croyant-es et non-croyant-es la liberté d'expression de leurs convictions et de leurs croyances. Elle assure le droit d'avoir ou de ne pas avoir de religion, d'en changer ou encore de ne plus en avoir. En général, sauf cas particuliers – le Concordat en Alsace-Moselle et d'autres spécificités des territoires ultramarins – la laïcité implique la séparation de l'État et des organisations religieuses. Cette séparation se traduit par la neutralité de l'État, des collectivités territoriales et des services publics. La République laïque garantit le même droit à tous les citoyens et citoyennes, c'est-à-dire d'être à égalité devant l'administration et les services publics, quels que soient leurs croyances ou leurs convictions.

En accueil collectif de mineurs, qui peut porter des signes religieux ?

Les parents et les enfants ne sont pas soumis au principe de neutralité et peuvent porter des signes religieux. Les parents d'élèves qui participent à l'encadrement d'une classe en sortie scolaire peuvent porter un signe ou une tenue par laquelle ils manifestent une appartenance religieuse, sauf si leur comportement ou leur discours traduit une volonté de propagande ou de prosélytisme, comme le rappelle le ministère de l'Éducation nationale. Pour l'équipe d'animation, c'est différent. Si elle travaille dans un centre de loisirs qui dépend d'une commune, elle fait partie de la fonction publique. Elle est donc soumise au principe de neutralité. Il faudra cacher les tatouages et les bijoux qui représentent des signes religieux. Si elle travaille pour une entreprise privée ou associative, cela dépendra du règlement intérieur qui doit être conforme au droit du travail. Si l'association a une délégation de service public, son équipe salariée est soumise au principe de neutralité.

Est-il obligatoire pour une organisation de s'adapter aux règles religieuses pour la composition des repas ?

Aucune loi ne spécifie qu'il faille adapter les régimes alimentaires aux croyances. Néanmoins, le repas de substitution respecte le principe de laïcité. La variété de propositions d'une part permet de respecter les valeurs et convictions, religieuses ou non, sans discrimination ou contrainte, et d'autre part donne la possibilité à chacun-e de faire ses propres choix en adéquation avec sa santé et ses goûts. Une alimentation variée est importante, et tout le monde est en droit de choisir par exemple de manger de la viande ou non.

Sur Yakamédia, retrouvez la rubrique C'est quoi la règle ? rédigée en partenariat avec la JPA



Accueil en périscolaire

Tous les enfants n'ont pas les mêmes chances d'être accueillis en accueil

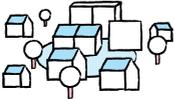
périscolaire. Une inégalité liée à l'âge des enfants, au lieu d'habitation et aux

choix ou aux capacités d'investissements des communes.

1 PLACE POUR **2** ÉLÈVES

2,9 millions de places en accueil périscolaire ouvertes (2023) pour **6,3 millions d'élèves** scolarisés de 3 à 10 ans

Disparités territoriales**



Communes de - de 2 000 habitants

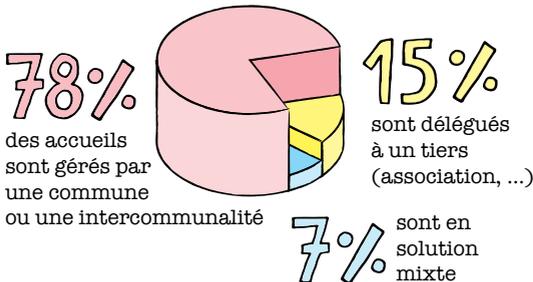
1 SUR 3 dispose d'un accueil périscolaire



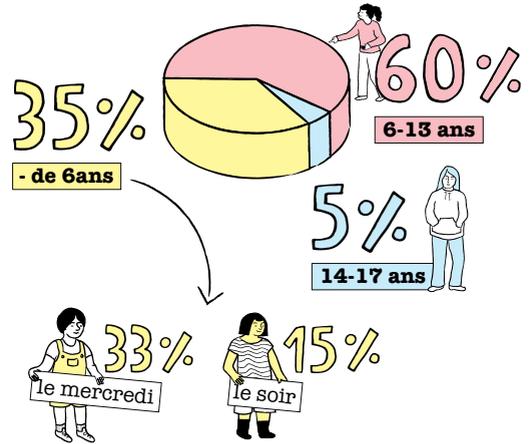
Communes de + de 2 000 habitants

2 SUR 3 disposent d'un accueil périscolaire

Gestion du périscolaire**



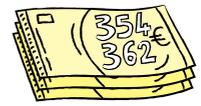
Répartition du nombre de places ouvertes par tranches d'âge*



Coût moyen pour la commune**



entre **700 et 743 €** annuel brut par enfant pour un périscolaire total (semaine + mercredi)



entre **354 et 362 €** annuel brut par enfant pour le mercredi

Types d'accueil**

Parmi les communes proposant un accueil périscolaire :

95% le matin et le soir



80% le midi

50% le mercredi

Recrutements**

Collectivités

1 SUR 2 rencontre des difficultés de recrutement



75% des enfants scolarisés (3-18 ans) mangent à la cantine

Sources : *Injep : « Fréquentation des accueils collectifs de mineurs (accueils de loisirs, colonies de vacances, scoutisme...) en 2022-2023 », janvier 2024 / **Banque des territoires : « Périscolaire : les collectivités engagées mais en difficulté financière », octobre 2023.



© P. Laborde / Shutterstock

Sans abri, les femmes aussi

Le nombre de femmes à la rue, y compris avec des nourrissons, est « inédit et historique* ». Pour répondre aux besoins essentiels de ces femmes et briser leur isolement, une autre politique sociale s'impose.

Des auditions et visites de terrain ont permis de dresser un état des lieux alarmant. Selon le rapport d'information, sur 330 000 personnes sans domicile dénombrées en 2024, un chiffre qui a doublé en dix ans, 40% sont des femmes. Elles seraient « la face cachée de la rue ». « Si la majorité est hébergée dans des lieux financés par l'État, certains hébergements d'urgence ne sont octroyés que pour quelques nuits. [...] Chaque soir,

environ 3 000 femmes et près de 3 000 enfants sans abri passent la nuit dans la rue », détaille le rapport. Une estimation sans doute sous-évaluée, car pour éviter de subir des violences, notamment sexuelles, les femmes se rendent invisibles. Elles se cachent, sortent peu ou encore déjouent les critères de beauté, par exemple en se rasant la tête. Des femmes se retrouvent sans logement parce qu'elles ne

parviennent plus à payer leur loyer, ont été victimes de violences familiales ou ont fui leur pays. Nombre d'entre elles sont passées par l'Aide sociale à l'enfance (ASE), sont mères isolées, ont des familles qui vivent en bidonville ou en squat. Ces conditions de vie ont des répercussions sur leur santé : *« vieillissement accéléré, troubles liés à une mauvaise alimentation et aux difficultés d'accès à l'hygiène, complications en cas de pathologie, risque d'affection au VIH et aux hépatites, épuisement psychique, etc. »*

22 recommandations

Ce constat partagé par toutes celles et ceux qui agissent sur le terrain s'explique en partie par un manque de solution pour accéder à un logement. En effet, malgré une offre d'hébergement multipliée par deux en dix ans, le parc généraliste (centres d'hébergement et de réinsertion sociale, centres d'hébergement d'urgence et autres) et les hôtels sociaux sont saturés. Faute de places, les critères de vulnérabilité sont de plus en plus restrictifs. Pour exemple, en Île-de-France, une femme enceinte de moins de 6 mois ou avec un bébé de plus de 4 mois n'est plus prioritaire et se retrouve souvent sans solution d'hébergement. Sans compter que les personnes dites prioritaires n'arrivent pas toujours à obtenir une mise à l'abri. Pour sortir de cette situation, le rapport formule vingt-deux recommandations dont celles de créer 10 000 places d'hébergement supplémentaires, d'établir un critère de priorité pour les femmes seules et les mères isolées pour l'attribution d'un logement social, d'accroître la construction de logements sociaux. Autre proposition : revaloriser la profession et le statut des travailleurs et travailleuses du social dont les effectifs comprennent *« 65% de femmes qui se trouvent souvent elles-mêmes dans des situations difficiles en raison de leur faible rémunération, d'un manque de reconnaissance sociale et d'une perte de sens professionnel faute de solutions durables à proposer. »* **Nelly Rizzo** 

¹ Rapport « Femmes sans abri, la face cachée de la rue » de la délégation aux droits des femmes du Sénat, octobre 2024

brèves

Progresser au collège ?

Le collège aide les élèves à rattraper leur retard scolaire, selon une étude publiée en décembre 2024 dans la revue *Éducation et formations*.

Cette progression rappelle que *« les différences de niveau entre les élèves ne peuvent pas être entièrement déterminées par leur niveau en CP et leurs caractéristiques socio-économiques. »* L'étude prend aussi en compte les secteurs de scolarisation. Les collèges de REP+ permettent à leurs élèves d'apprendre au même rythme que les autres élèves du public, sans réduire ni augmenter les inégalités scolaires. Mais le privé sous contrat permet aux élèves de progresser plus vite, à l'inverse de ce qui est observé dans l'enseignement primaire.

Des jeunes plus curieux que leurs aînés

Sept jeunes sur 10 âgés de 15 à 30 ans se tiennent régulièrement informés. Ils consultent des sujets variés, avec une préférence pour le sport et les faits divers. Les jeunes femmes s'intéressent particulièrement aux faits divers, à la mode et la beauté et aux sujets de santé et de bien-être, tandis que le sport attire plus les jeunes hommes. La politique nationale et internationale, l'environnement et le climat arrivent en seconde place sur 14 dans les centres d'intérêt des filles et des garçons. Ces pratiques *« contredisent l'idée qu'ils seraient "moins curieux" ou que les réseaux sociaux appauvriraient leur culture »*, ainsi conclut l'analyse des questions portant sur le rapport des jeunes aux informations issu du Baromètre DJEPVA 2024.

Pour en savoir plus :
www.injep.fr, « **Comment les jeunes s'informent** »

La peur du rouge

Vert, orange, rouge, A, B, C... Qu'elle se traduise par une couleur, une lettre ou d'autres codes, à l'école, l'évaluation normative est souvent mise en place dès le plus jeune âge et marque profondément le sens des apprentissages.

« *Aujourd'hui, je n'ai eu que des carrés verts !* », clame à la sortie de l'école un petit garçon en apercevant l'adulte venu l'attendre. Ces premiers mots d'un enfant de 5 ans prononcés en guise de retrouvailles avec sa famille pointent l'importance et la priorité qui peuvent être données aux marqueurs d'une réussite scolaire au quotidien. Une situation qui conduit à une hiérarchisation des activités et prépare à la question culte posée par les élèves de collège, de lycée ou même d'université lorsqu'un travail leur est proposé : « *C'est noté ?* »

Ce ne sont pas l'intérêt et le plaisir de découvrir, d'apprendre, d'avoir appris, ou l'importance d'une évaluation de ses progrès et de son cheminement qui sont premiers mais la marque d'un résultat obtenu à l'instant T. Si c'est noté, c'est important. Sinon...

Bien que l'on ne voie quasiment plus d'affirmations telles que : Très bien, Bien, Assez bien, Passable, Mal, Très mal, qui donnaient une valeur morale à l'appréciation, personne, et surtout pas les élèves, n'est dupe. Chaque enfant a compris que pour son image et son statut au sein de la classe, il valait mieux avoir du vert que du rouge. « *Quand tu es dans le groupe des A : ça va. Dans le groupe des B : bof, bof. Mais alors pour celles et ceux qui sont dans le groupe des C...* » résume Thomas du haut de ses 7 ans.

« Il faut encourager l'enfant à expérimenter, se tromper et apprendre de ses erreurs. »

Une évaluation normative régulière dès la maternelle influe forcément sur le rapport aux apprentissages des enfants. Célestin Freinet écrivait : « *L'erreur n'est pas un échec, mais une étape essentielle dans l'apprentissage. Il faut encourager l'enfant à expérimenter, se tromper et apprendre de ses erreurs.* » Or, la peur du rouge au quotidien détruit le statut positif de

l'erreur. Il ne faut pas se tromper ! Les équipes enseignantes sont régulièrement confrontées à des enfants développant des stratégies complexes d'évitement pour ne pas

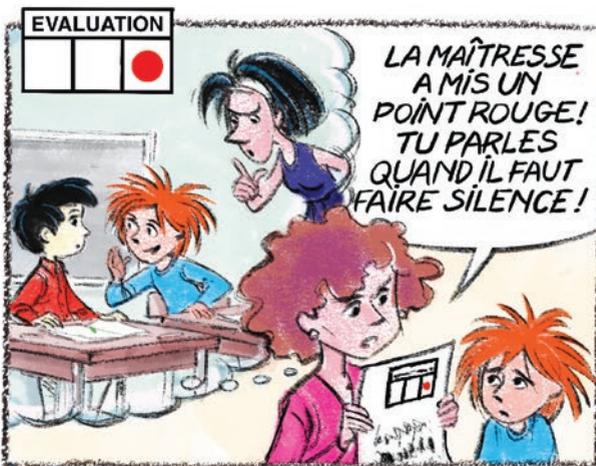
répondre, faire semblant de savoir afin de ne pas risquer de se tromper...

Cette forme de notation permanente de leurs activités établit de fait un comparatif entre eux. On ne met pas en avant le chemin parcouru ni l'engagement dans le travail, mais celles et ceux qui ont du rouge ou qui n'en ont pas... Une situation qui installe l'inquiétude de ne pas être conforme aux attentes mais aussi un paradoxe si l'on suit la logique d'un enseignement obligatoire et d'une école inclusive, accueillant des enfants aux capacités diverses.

Et si l'institution scolaire redonnait une vraie valeur d'apprentissage à l'évaluation et à l'erreur ?

Olivier Ivanoff





portfolio



Atelier bois

À Lille, depuis 2023, les Ceméa proposent des ateliers pour apprendre à travailler le bois à différents publics : jeunes et adultes en

formation, militants et militantes de l'association, mais aussi pensionnaires en Ehpad et personnes en situation de handicap.

liio





Didier

Soltysiak

anime un atelier bois permanent dans les locaux des Ceméa de Lille. Passionné depuis toujours par les activités manuelles et notamment le travail du bois, il passe son Bafa en 1993. Tout en réalisant des études de commerce, il est animateur en colonies de vacances et en centres de loisirs. Il décide d'abandonner la filière commerciale, dans laquelle il ne se reconnaît

pas du tout, pour se consacrer pleinement à l'animation. Il passe son BPJEPS en 2003 et à partir de 2005, devient directeur de structures à Hellemmes dans le Nord. Cet adepte de la pédagogie de l'agir rencontre les Ceméa en 2011 lorsqu'il passe son DEJEPS et décide d'y rester militer. Avec les Ceméa, il concourt à mettre en place un atelier bois permanent à Lisbonne au Portugal.



Avant de se lancer, lire, comprendre et suivre une fiche technique.

/... Les objets sont réalisés principa



S'organiser

et respecter les différentes étapes de fabrication : préparer son matériel, s'installer dedans ou dehors.

Découvrir ou perfectionner,

utiliser des outils, les nommer et acquérir du vocabulaire : scier, clouer, percer, coller, serrer, assembler; se servir d'une règle, d'un établi, d'une scie égoïne, de serre-joints...



Expliquer, encourager, mettre en confiance, questionner, aider à dépasser les difficultés... en rappelant les règles de sécurité quand cela est nécessaire. L'animateur ou l'animatrice ont un rôle indispensable.



lement avec des matériaux de récupération. .../

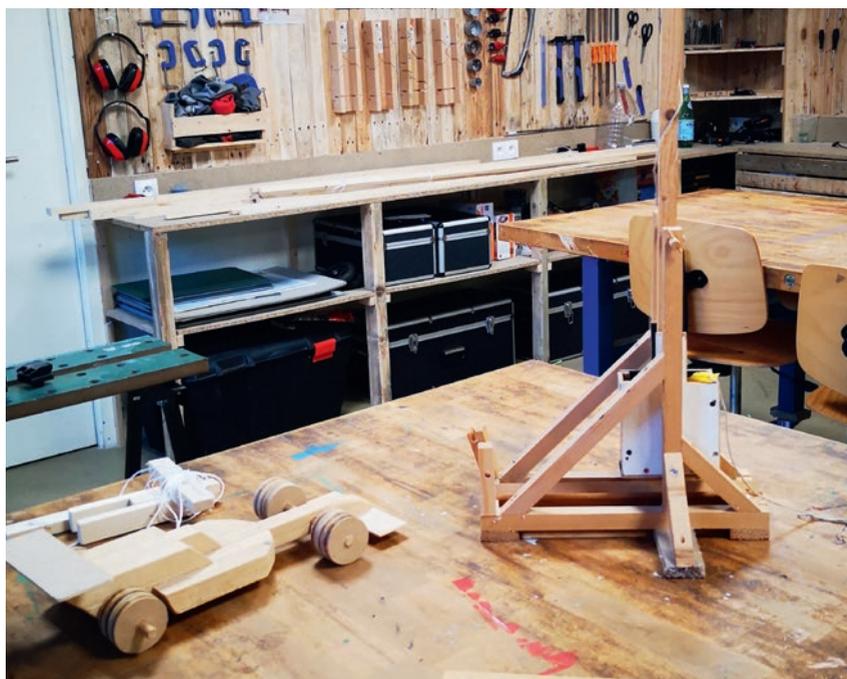


Travailler en duo

permet d'échanger, de s'organiser, de coopérer, de s'entraider, de faire face ensemble aux difficultés et de trouver des solutions.

Donner du sens aux mathématiques

en mesurant, traçant, convertissant...



/... Travailler le bois, c'est aussi oser se lancer, accepter de se tromper.

Tâtonner,
essayer, modifier
ses gestes pour
réussir à fabriquer
un objet.

La fabrication d'un objet :
un aboutissement
qui remplit les
stagiaires de
fierté, renforce
la confiance et
l'estime de soi.

**À la fin de
l'activité,**
ranger et
nettoyer afin
de respecter
les lieux et
les personnes
suivantes.

apprendre à gérer ses émotions,





Alors que les pouvoirs autoritaires font de la haine de l'autre et du repli sur soi un terreau pour se développer, des éducateurs

et éducatrices proposent d'apprendre à se parler et à s'écouter. Un projet éducatif et forcément politique.



Démocratie, que peut l'éducation ?

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10

TES
X
ENT
CHANCE

Démocratie, que peut l'éducation ?

Dossier réalisé par
Laurence Bernabeu,
Jérôme Lateurtre,
Olivier Ivanoff,
Elia Munoz et
Michelle Olivier



Capacité à se rencontrer, à écouter d'autres points de vue et à les questionner, à négocier pour avancer sur des projets communs qui incluent plutôt qu'ils ne stigmatisent... Un peu partout dans le monde, ces marqueurs de la démocratie se raréfient.





© Olivier Ivanoff

Or, pas de démocratie sans “goût des autres”, pas de démocratie non plus sans cette humilité qui reconnaît qu’on ne peut être seul-e à détenir la vérité. Le réel ne se résumera jamais à l’idée que l’on s’en fait et encore moins à quelques slogans et invectives, il y aura sans cesse à découvrir et c’est au contact des autres que cela se fait.

Alors, à l’heure où l’extrême droite un peu partout dans le monde gagne du terrain, que peuvent les éducatrices et les éducateurs pour défendre la démocratie, « *le moins mauvais des régimes* » ? Quel est leur rôle ? Comment doivent-ils s’y prendre ? « *Éduquer, c’est apprendre à construire la loi ensemble, à se donner des devoirs ensemble, à se contraindre ensemble, sans que ces contraintes puissent être considérées comme préalables ni externes. Un tel apprentissage ne peut se fonder que sur la conciliation, l’égalité, la communication et la démocratie* », écrit Jean

Houssaye dans *Le Triangle pédagogique*. Mais quand la violence et l’agression saturent l’espace public, comment restaurer la capacité à débattre et à sortir des conflits par le haut ? Quand la désignation de boucs émissaires attise les peurs et les ressentiments, comment réveiller l’envie de solidarité et de fraternité ?

Dresser ou émanciper ?

Telle n’est pas la question des gouvernements autoritaires qui, quand ils arrivent au pouvoir, ne tardent jamais à prendre la main sur les politiques éducatives. Recentrer les missions de l’école sur les seuls « fondamentaux », lutter contre le « pédagogisme », exclure du champ des politiques éducatives l’apprentissage des compétences sociales, de la capacité à exercer son jugement et son consentement sont des points communs qui les réunissent au-delà des océans, de l’Amérique du Nord à l’Italie en passant par l’Argentine et la Hongrie. Ce n’est pas un hasard si, comme le rappelle l’historien Grégory Chambat « *l’extrême droite rêve de faire école* » (voir p. 42-44). N’est-ce pas en effet le plus



Infos, infox et démocratie

La première urgence pour protéger la démocratie ne serait-elle pas d’éduquer aux écrans ? L’élection et l’entrée en fonction de Donald Trump mettent en évidence des rapports ambigus avec les réseaux d’influence que représentent les réseaux sociaux, le jeu

trouble du patron de X vis-à-vis de l’extrême droite ou la fin de la modération et du fact-checking sur Meta (Facebook, Instagram, Whatsapp, ...). Une dérive dans laquelle la démocratie se confond avec la manipulation par la diffusion de propos sans aucun contrôle. Au nom de la liberté d’expression, on pourrait tout dire y compris inciter à la haine.

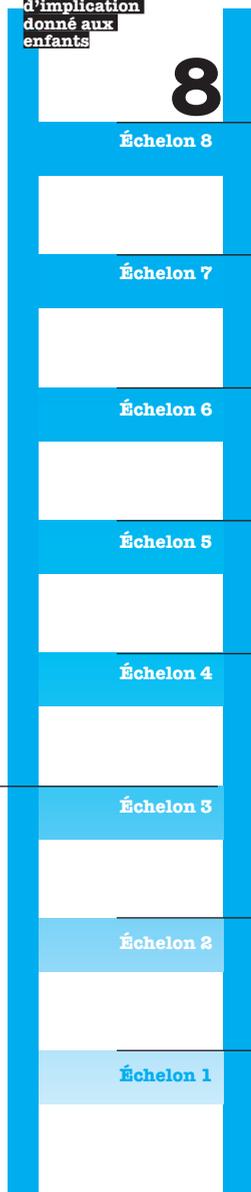
Apprendre à faire du tri dans l’abondance des informations, à résister aux manipulations véhiculées sur le web, à comprendre le fonctionnement des algorithmes sur les réseaux « sociaux » qui isolent dans des entresoi délétères et privilégient le binaire au complexe, voilà un enjeu majeur qui sera traité dans un prochain numéro.



Impliquer les jeunes, oui mais comment ?

Gare aux manipulations qui donnent bonne conscience ! Roger Hart, psychologue anglais, s'est penché sur ces dispositifs de participation auxquels sont invités les enfants dans les conseils municipaux d'enfants, de jeunes, les villes à hauteur d'enfants, les villes amies des enfants, les parlements des enfants... Il a évalué 8 échelons, du consultatif au décisionnaire.

Échelle du niveau d'implication donné aux enfants



8 **Projet initié par les jeunes, prise de décision partagée avec les adultes**

Les activités sont conduites par les jeunes, le processus de prise de décision est partagé entre les jeunes et les adultes qui travaillent sur un pied d'égalité.

7 **Projet initié et dirigé par les jeunes**

Les activités sont conduites par les jeunes, avec une contribution mineure des adultes.

6 **Projet initié par des adultes, prise de décision concertée avec les jeunes**

Les activités sont conduites par les adultes, mais le processus de prise de décision est partagé avec les jeunes.

5 **Consultés et informés**

Les activités sont conduites par des adultes, les jeunes sont consultés et conscients que leurs contributions seront prises en compte par les adultes dans le processus de prise de décision.

4 **Rôle assigné mais réel, compris et choisi par les jeunes**

Les actions sont conduites par des adultes, mais les jeunes en

comprennent l'objectif, le mécanisme de prise de décision qui les sous-tend, et ont un rôle réel qu'ils acceptent de jouer.

3 **Participation formelle ou symbolique des jeunes**

Les activités sont conduites par des adultes, les jeunes y participent et ont pu exprimer un avis strictement consultatif sur le projet.

2 **Participation décorative des jeunes**

Les activités sont conduites par des adultes, les jeunes en comprennent l'objectif et y participent, mais n'apportent aucune contribution sur leur conception ou leur organisation.

1 **Instrumentalisation des jeunes**

Les activités sont conduites par des adultes, les jeunes agissent selon les indications qui leur sont données sans comprendre l'objectif des activités.



/...

court chemin pour mettre au pas un peuple dont on attend obéissance et conformité à la norme ? La normalisation sociale est un « *cancer mortel où toutes les cellules deviennent identiques et prolifèrent sans spécificité* », écrivait Georges Canguilhem. L'Éducation nouvelle et populaire porte le contraire de ce projet. Le pédagogue Philippe Meirieu raconte que c'est dans les séances de ciné-club au lycée qu'il a puisé sa passion pour la culture et l'éducation, une passion qu'il relie étroitement à son goût pour la démocratie : « *Grâce au cinéma, on pouvait enfin discuter avec nos enseignants sans qu'ils se placent face à nous en détenteurs de la vérité ab-*

solue. Chacun pouvait arriver avec son histoire singulière, ses goûts et ses idées et, devant le film, nous étions confrontés aux mêmes images et renvoyés à des questions communes. Personne ne renonçait à sa sensibilité et nous nous découvririons partager les mêmes interrogations, même si nous avions des réponses différentes. » (Ven, janvier-mars 2023). Il décrit là le cœur d'une expérience démocratique que des éducateurs et éducatrices citoyens et citoyennes rendent possible au quotidien.

Dans nos démocraties fragilisées, il est heureusement des salles de classe (voir p. 40-41), des accueils de loisirs, des espaces de formation, mais aussi des tiers-lieux (voir p. 36-39), des plateaux de web radio, des scènes de théâtre, des festivals qui proposent des espaces de rencontres fertiles. On y croise des personnes, des opinions et des sensibilités qui élargissent les horizons, aident à prendre conscience des

.../



© Olivier Ivanoff



© Olivier Ivanoff

Discriminations : comment réagissent les équipes enseignantes ?

On n'agit pas de la même façon face à des propos ou actes racistes et antisémites selon que l'on enseigne en milieu urbain ou rural, ou dans le privé ou le public. C'est l'enseignement de la recherche conduite par Françoise Lantheaume et Sébastien Urbanski et publiée sous le titre *Laïcité, discriminations, racisme*. En milieu rural, les équipes enseignantes ont davantage recours à des mesures de médiation, s'inscrivent dans un temps long considérant que leur rôle est d'ouvrir les esprits et de faciliter l'accès à la connaissance d'autres cultures. Dans les établissements situés en REP, les sanctions tombent plus vite. Dans le privé, les ensei-

gnant-es consacrent moins de temps que dans le public à traiter ces situations discriminantes car, tout simplement, elles y sont plus rares du fait d'un public plus homogène. Dans les établissements situés en REP, les équipes éducatives « *s'appuient volontiers sur la reconnaissance des singularités de leurs élèves – culturelles, ethniques... – pour les amener à une logique civique d'intérêt général, d'égalité des droits et une conception universaliste de laïcité.* » Mais, où qu'elles enseignent, elles disent chercher à adapter leur stratégie et leur méthode pédagogique (frontales, détournées, utilisant parfois l'humour, etc.) pour faire réfléchir les élèves.

Source : « *Les fractures françaises* », Ipsos-Sopra Cevipof, octobre 2023

La possibilité de faire considéré est une expérience stru



© Elise Linares

Lutter contre le rascime et l'antisémitisme

Former le citoyen et permettre à l'enfant de « participer activement à l'amélioration de la vie commune », c'est aussi, – d'abord ? – défendre l'égalité des êtres humains dans leur diversité et agir contre le racisme. Alors qu'à l'école, les actes racistes et antisémites ont quasiment triplé en un an (entre 2022-2023 et 2023-2024, source ministère de l'Éducation nationale), le parcours de sensibilisation NELA déconstruit la notion de « races humaines » et redonne du pouvoir d'agir aux jeunes pour une société plus inclusive et égalitaire. Au programme : comprendre les mécanismes de la discrimination, les concepts de stéréotypes et de préjugés qui catégorisent, hiérarchisent et essentialisent les personnes, observer la différence entre croire et savoir, les manifestations du racisme dans nos sociétés et identifier des possibilités d'agir à son échelle... Un parcours porté par les Ceméa par des méthodes d'éducation active, permettant de sensibiliser les jeunes dans et hors de l'école. Chaque année, une semaine de formation destinée aux acteurs et actrices de l'éducation est organisée à l'occasion de la « Semaine d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme ».



© David Richard

Pour en savoir plus



© Olivier Brochart

35%

des Françaises pensent que d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie en 2023. Ils étaient 24% en 2014.

Enquête *Fractures française* Ipsos, Sopra-Steria, *Le Monde*, le Cevipof et la Fondation Jean-Jaurès

entendre sa voix et de se sentir participative et émancipatrice.



© DR

/... possibles et des déterminismes, à s'affranchir de ce qui assigne à ses origines sociales, à sa couleur de peau, à son orientation sexuelle ou à son genre et à se réinventer... C'est aussi dans ces moments de vie collective, par un accompagnement bienveillant et respectueux des rythmes des personnes que l'on apprend à oser être soi-même, que l'on découvre que « chaque voix compte ». Dans les pages qui suivent, on verra comment des pédagogues, dont certaines issu-es de la pédagogie institutionnelle, construisent par l'expérience ces cadres qui apprennent aux publics l'art du dialogue, aident à traverser les conflits sans s'insulter et accompagnent sur ce projet si périlleux : s'émanciper et faire une société du bien commun au-delà des intérêts particuliers (voir p. 30-35).

Mais rien ne va de soi et il est finalement rassurant que, seul-e ou en équipe, il soit possible de se reconnaître divisé-e, traversé-e de contradictions et parfois découragé-e. En politique comme en pédagogie, les certitudes sont mortifères, le tâtonnement et la possibilité de questionner sont des signes de vitalité. Le contraire des vérités prémâchées que promeuvent les pouvoirs autoritaires dans la société comme dans les espaces éducatifs.

Laurence Bernabeu



Retrouvez le dossier complet sur Yakamédia



© Olivier Ivanoff

La pédagogie institutionnelle, ou comment favoriser la démocratie. En classe, en centre de loisirs ou en formation, cette posture pédagogique redonne sa place à toutes et tous. Retour sur l'histoire et les fondamentaux de ce courant pédagogique qui requiert initiatives, engagement et responsabilité.

En 1939, à 19 ans, Fernand Oury, futur fondateur de la pédagogie institutionnelle, commence sa carrière d'instituteur en banlieue parisienne. Dans une classe où l'on dénombre alors 45 élèves, il est dépassé et se cherche. Il se tourne vers la psychologie et la psychanalyse puis démarre un journal dans sa classe, jusqu'à ce qu'il décide en 1949 d'adhérer à l'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM) et de rejoindre le courant et la pensée d'Élise et Célestin Freinet. En effet, au début du XX^e siècle, avec d'autres pédagogues venu-es d'horizons divers, français ou étrangers, instituteurs et institutrices, médecins, psychologues, ou encore éducateurs et éducatrices intervenant à l'école ou auprès de l'enfance en danger, les Freinet se demandent comment mettre l'enfant au centre des préoccupations pédagogiques. Ils s'interrogent aussi sur la coopération entre les enfants et sur comment leur apprendre à parler ensemble, à s'écouter pour devenir des citoyens et citoyennes libres, capables de porter un regard critique et politique sur la société. À une époque où domine le modèle traditionnel, c'est-à-dire un modèle descendant et autoritaire, ponctué de méthodes directives voire coercitives, dans

.../

Fernand Oury définissait les institutions comme « *l'ensemble des règles qui permet de définir ce qui se fait et ne se fait pas en tel lieu, à tel moment [...]. Alors, la simple règle qui permet d'utiliser le savon sans se quereller est déjà une institution* ».

/... lequel le maître et l'adulte détiennent le savoir, cela ne va pas de soi. Durant un demi-siècle, des pédagogues comme Alexander Sutherland Neill et le *self-government*, Janusz Korczak et le tribunal pour enfants – géré par les enfants eux-mêmes – les Freinet et les méthodes coopératives inventeront de nouvelles façons de faire qui ont inspiré les pédagogies nouvelles jusqu'aujourd'hui.

Mais comment transférer la pédagogie des Freinet en ville, un milieu que Fernand Oury désigne comme « *mortifère et concentrationnaire* » ? Pour le pédagogue, l'architecture militaire des écoles casernes des grandes villes symbolise la nature des relations entre les personnes et les choix pédagogiques : une hiérarchie verticale qui interdit tout dialogue, des méthodes uniformisées qui doivent permettre de faire rentrer les élèves dans une norme, où l'on applique une discipline dans laquelle le fait de bien apprendre c'est avant tout apprendre à obéir. Le pédagogue ira encore plus loin dans ce constat : cette école fabrique des inadaptés et fait souffrir les professeurs qui craquent. Pour Oury, c'est bel et bien le « milieu » qu'il faut soigner, c'est-à-dire l'école elle-même. Les dix années suivantes, il continue de tâtonner, poursuit ses recherches sur la psychanalyse et la place du sujet, de l'apprenant et du maître, sur la dynamique des groupes et la

psychologie sociale. C'est en 1958, au Congrès Freinet à Paris, que son frère Jean Oury, psychiatre et l'un des pionniers de la psychothérapie institutionnelle, proposera l'appellation « *pédagogie institutionnelle* ».

« *Pédagogie et psychothérapie institutionnelles' ont ceci de commun que, selon leur optique, c'est par l'attention, le "soin" porté au milieu que les projets d'enseignement ou de thérapie ont quelque chance d'aboutir et que celles et ceux qui y participent, quelle que soit leur place, y trouvent leur éventuelle efficacité* », explique le pédagogue et chercheur Patrick Geffard².

Une boîte à outils et une posture

Pourquoi institutionnelle ? Fernand Oury explique que l'école et la classe sont des « institutions », des lieux de vie comme les autres où se trouvent des micro-groupes humains qui, pour bien fonctionner ont besoin d'espaces, de limites et de lois partagées qui permettent de parler un langage commun. L'enjeu est donc que ces institutions fassent circuler la parole, ce qui permet à tous et toutes de décider ensemble, de trouver leur place, « sa » place. Fernand Oury définissait les institutions comme « *l'ensemble des règles qui permet de définir ce qui se fait et ne se fait pas en tel lieu, à tel moment ; .../*

La pédagogie institutionnelle invente des solutions

qui encouragent les prises de parole singulières, luttent

contre les méthodes qui cherchent à mettre au pas, à faire rentrer les élèves et les stagiaires dans une norme. Elle investit les participant-es d'une

responsabilité par rapport au groupe.



© AFG

éclairage

Les micro-groupes humains, pour bien fonctionner, ont besoin d'espaces, de limites et de lois partagées qui permettent de parler un langage commun.



Réguler la vie du groupe est un des enjeux majeurs de cette pédagogie qui apprend à avoir des responsabilités,

à s'exprimer, à oser participer. Cette participation est au service des apprentissages et d'une contribution

de chacun-e à un espace social bienveillant.

/... *ce que nous appelons les lois de la classe, en sont une autre. Alors, la simple règle qui permet d'utiliser le savon sans se quereller est déjà une institution³*. Ces « institutions » agissent comme des « médiations », elles viennent faire tiers dans la relation entre l'enseignant et l'élève. Mais elles n'ont pas pour vocation « à lier les uns aux autres [...], plutôt, avant tout, à délier les uns des autres et chacun par rapport à soi⁴. »

Penser ensemble

La clé de voûte de cette pédagogie est « le conseil », il s'agit de l'institution centrale dans laquelle ce qui concerne la vie de la classe et sa régulation est abordé : à un moment, on parle ensemble et on décide. La classe choisit un « bureau » responsable et spécifie le rôle de ses membres : président-e, secrétaire, trésorier-e. Chaque enfant est invité à s'exprimer, la parole circule durant le débat, l'écoute et le respect de la parole de l'autre sont requis, on négocie et on fait des choix. Le conseil permet d'établir collectivement des règles et si une de ces dernières est transgressée, on en discute au conseil. C'est ici le contraire de la non directivité.

Faire de la pédagogie institutionnelle, c'est aussi penser un ensemble d'outils et d'institutions comme un tout, comme un « atomium », précisait Fernand Oury. Bon nombre d'entre eux sont issus de la pédagogie Freinet. Le point commun entre l'imprimerie, la correspondance scolaire, les sorties enquête, les métiers, les Quoi de neuf, etc.⁵ est de permettre aux enfants d'être en mouvement, de favoriser la coopération et de réguler eux-mêmes la vie du groupe. Avoir des responsabilités, décider et orienter les activités, débattre, s'exprimer, permet aux enfants de mieux apprendre, constate Oury. Il est question de faire un apprentissage de la vie démocratique en étant sujet des apprentissages mais toujours dans un cadre dont l'adulte reste garant. Autant de techniques qui peuvent s'appliquer en classe comme en espace collectif de mineurs ou en formation pour adultes.

Jérôme Lateurtre



1. La psychothérapie institutionnelle est une forme de psychothérapie en institution psychiatrique qui porte attention aux relations entre soignants et soignés et favorise la dynamique de groupe. Pour aller plus loin : Jean Oury, « Psychanalyse, psychiatrie et psychothérapie institutionnelles », *VST - Vie sociale et traitements* n°95, 2007, pp. 110-125.

2. « Psychothérapie et pédagogie institutionnelles, c'est la même chose ». *Vers l'Éducation nouvelle*, n°559, pp. 61-68.

3. Voir la vidéo que Philippe Meirieu consacre à Fernand Oury sur www.meirieu.com, mot clé « questions d'éducation ».

4. Francis Imbert, *Médiations, institutions et loi dans la classe : pratiques de pédagogie institutionnelle*, ESF éditeur, 1994, p. 24

5. Pour en savoir plus : Patrick Geffard, « Glossaire Techniques Freinet Pédagogie Institutionnelle (T.F.P.I.) », *Cliopsy*, n°14, 2015/2, pp. 117-124.

Partager ses idées au café associatif

À Montpellier, le café associatif Le Quartier Généreux est un lieu qui rassemble associations et habitant·es du quartier. Débats, échanges, formations, autant de moments d'éducation populaire et de partage.

« Ce soir, on fait le point sur l'année 2024 et on prépare le début d'année 2025 », informe Furcy Leroy de la Briere, référent du pôle animation et du pôle programmation du café associatif Le Quartier Généreux à Montpellier (34). Toutes les deux semaines, le mardi soir, les personnes référentes et les co-président·es se rassemblent pour l'AGEuse ou assemblée générale. « C'est un temps où l'on discute collectivement des projets en cours, on argumente et on fait des choix », précise Jean-Philippe Aynié, l'un des co-présidents. Afin que chacun et chacune puisse participer, se met en place une « prise de parole numérique. Il ne s'agit pas de s'inscrire virtuellement via le téléphone ou un ordinateur mais d'indiquer avec sa main sa volonté de s'exprimer. » Karen Rouchon commence en levant un doigt, un camarade en face poursuit en levant deux doigts et ainsi de suite. À chaque nouvelle prise de parole, les participant·es baissent un doigt pour avancer dans cette file d'attente. Une méthode dynamique et participative qui permet un fonctionnement fluide et autonome, sans passer par la nomination d'une personne gestionnaire de parole.

Alors que le groupe partage un cake fait maison, les premiers sujets commencent à être abordés. « Nous avons organisé 197 événements et accueilli 50 associations, sur 156 jours d'ouverture du café, ce qui représente plus d'un événement par jour ! », s'exclame Furcy. « C'est énorme ! Cette année, on va peut-être ralentir un petit peu », propose l'un d'entre eux. En effet, toute l'année se sont succédé concerts, expositions, formations, ateliers, débats, conférences, présentations ou arpentages de livres, etc. « C'est important de varier les manifestations afin de permettre à des publics aux intérêts divers de se rassembler », explique Jean-Philippe. Mais à peine le bilan de l'année est-il terminé que l'AGEuse s'attaque avec entrain à la programmation de 2025 : anniversaire du Quartier Généreux, carnaval, soirées festives, etc., de beaux moments qui demandent du temps et de l'organisation. Tous les bénévoles de l'association se partagent les tâches et la gestion du café sur leur temps libre. Donovan Boisset est à la capitainerie, il accueille les bénévoles « tel un capitaine au port pour les orienter vers les différents postes », précise Cathy Aberdam, également référente de la

capitainerie et co-présidente. *« Au chômage pour le moment, je participe aussi à l'animation et au service du café, détaille Donovan. Mais en 2025, je serai moins disponible puisque je commencerai ma formation dans l'aviation. »*

Faire vivre le débat

L'association s'organise en huit pôles différents, chacun géré par deux référent-es, en respectant la parité femme-homme. *« Il y a trois co-présidentes et co-présidents à la tête de l'association, pour éviter un duo "oui - non" lors des prises de décisions, précise Cathy. Le mandat dure au maximum deux ans durant lesquels chacun et chacune est libre de quitter ou diminuer son engagement s'il ou elle en ressent le besoin. »* Le Quartier Généreux a à cœur de favoriser les échanges, de donner accès à des savoirs et à la culture, de redonner du pouvoir d'agir aux habitants et

habitantes du quartier. Des objectifs qui se concrétisent dans la programmation : Parlons Psy, Jeudi donc je pense, conférences, cercles de parole, écologie, luttes féministes et LGBTQI+, histoire locale, enjeux de mobilités, actualité politique locale, etc.

« Sur ces différents temps sont servis boissons et encas locaux, détaille Karen, référente du pôle aménagement et anciennement à la capitainerie. On essaye de proposer des produits bio de la région. » Au menu, panache provençal, un mélange d'olives vertes et noires, de tomates séchées et de piment de Cayenne, ou encore panais basque. Un moyen supplémentaire de faire connaître les producteurs locaux et de favoriser le commerce équitable car le café n'est pas seulement un lieu de débat organisé, il est aussi possible de venir y passer du temps comme dans un café ordinaire. Pour recevoir encore plus de monde, .../



© Elina Muntzer

Dès le début du projet, il a été décidé que le QG

serait résolument politique.

On y parlerait de politique, des sujets de société, locaux ou nationaux, mais apartisan.

/... l'installation d'une terrasse serait un atout supplémentaire. Mais, malgré plusieurs demandes d'installation de tables et de chaises en extérieur, la mairie émet un refus administratif non justifié, selon l'association. « *Dans d'autres villes, certains cafés associatifs ont le droit à leur terrasse. On veut faire vivre des idées et créer le débat* », affirme Cathy, motivée avant la rencontre avec le maire qui aura lieu la semaine suivante.

Un rôle politique

C'est à l'occasion des élections municipales de 2020 que le projet de l'association a commencé à être pensé. « *Des personnes de Montpellier en-*

gagées dans la liste Nous sommes ont imaginé un lieu convivial, culturel, politique et tourné sur son quartier », se souvient Furcy. Les locaux ont été trouvés à la fin de l'année 2022, et un appel à bénévoles a pu être lancé. « *L'initiative a circulé sur les réseaux sociaux, c'est comme ça que j'ai rejoint le projet en janvier 2023.* » Une quarantaine de bénévoles se rassemblent, venant désormais d'horizons différents. « *Dès le début du projet, il a été décidé que le QG serait résolument politique, c'est-à-dire où l'on parle de politique, des sujets de société, locaux ou nationaux, mais apartisan. On accueille toutes les personnes et les événements qui respectent notre charte* », explique Furcy.



© Julien Coussat

Tiers-lieux et sociabilité

Face à la disparition des lieux traditionnels de sociabilité aux États-Unis dans les deux dernières décennies, les tiers-lieux ont su trouver leur place. Ray Oldenburg, auteur du livre *The Third Place*, tiers-lieu en anglais, cite « les bistros, les cafés, les centres communautaires, les salons de beauté, les épiceries, les bars, les endroits où se poser pour

passer la journée », reprenant le discours de Georg Simmel sur la sociabilité. Pour ce dernier, la « sociabilité » est le fait de se réunir sans but, et que la « joie » réside avant tout dans le fait d'être ensemble. Aujourd'hui, ce concept s'est exporté à travers le monde.



© Julien Couvdat

Enfin, cette initiative citoyenne a permis de fédérer des personnes engagées dans la vie politique et citoyenne, « avec une volonté et un souci, que je trouve assez incroyable, d'ouverture et d'accueil de nouvelles personnes et sensibilités. On n'est pas du tout dans l'entre-soi. » Aujourd'hui, la structure compte 400 bénévoles et 4000 adhérent-es.

L'AGEuse se termine cette soirée-là par le sujet des municipales 2026. « On est politisé, il ne faut pas se leurrer, donc il va se passer des choses ici », précise Cathy. Le café du Quartier Généreux avait déjà accueilli des personnalités politiques

pour les européennes 2024, ouvrant ainsi le débat démocratique. Un potentiel candidat à l'élection a déjà sollicité le lieu, mais la question est de savoir comment mettre cela en place. « Certains ou certaines bénévoles seront peut-être investies dans différentes campagnes, ce qui pourrait créer des conflits », alerte la co-présidente. *Le café doit demeurer un lieu de débat et non devenir un lieu de conflits.* »

Elia Munoz



Vaben en bref

Le projet Vaben est né dans un collège public d'Aubagne d'une volonté de permettre aux enfants de bien vivre leur scolarité, de développer la confiance en soi pour garantir une vie collective

de qualité. Il est accompagné par les Ceméa Paca depuis 2018. Il mobilise aujourd'hui treize enseignants de la sixième à la troisième qui bénéficient de temps de concertation hebdomadaire et d'un financement spécifique pour leur formation.

« Ça doit nous permettre de régler les conflits sans toujours passer par un adulte. » « C'est pour l'on se sente bien dans la classe et que personne ne soit rejeté. » « Pour apprendre, il faut avoir confiance en soi et pour avoir confiance en soi, il faut que l'on soit bienveillants entre nous. »

L'accueil, c'est essentiel

Rendre l'élève acteur de ses apprentissages et instaurer un climat de classe favorable aux apprentissages sont deux aspects importants de ce projet pédagogique qui se déploie au sein du collège public depuis 2018. *« Au départ, nous étions trois enseignants, avec ce souhait partagé qu'enseignants et élèves se sentent mieux. Respect du rythme de l'enfant vu comme une personne et pas simplement comme un apprenant, attention portée à la dynamique de la classe et aux relations entre élèves, bienveillance font partie des fondamentaux que nous voulons déployer durant ces quatre années collège »*, explique Nathalie Alarent, une des initiatrices du projet. À chaque rentrée scolaire, les petits de la sixième Vaben sont mis au diapason de cette scolarité « un peu différente » dès le premier jour en participant à une journée que leur ont concoctée les élèves de quatrième. *« L'accueil est une dimension essentielle de notre projet. »* Jeux collectifs dans la cour et en pleine nature favorisant la rencontre, la solidarité, les interactions donnent le ton de ce qui attend ces élèves pas tout à fait logés à la même enseigne que les autres collégiens, ce qui parfois met l'équipe pédagogique en porte-à-faux avec le reste de l'équipe.

Se faire confiance

Anais vient de terminer sa présentation. Elle demande la ceinture orange car elle estime qu'elle ne « met personne à l'écart, n'est pas à l'initiative des conflits et sait être à l'écoute ». C'est

maintenant à la classe de réagir mais Nathalie Alarent apporte quelques précisions : *« Pour que tous ceux qui sont inscrits passent, on n'accepte pas plus de deux questions et deux commentaires. Rappelez-vous que ce n'est en aucun cas un tribunal, qu'il n'y a pas d'attaques personnelles ni d'évocations de conflits. Et que toutes les prises de parole doivent être bienveillantes. »*. Le cadre posé, Eden reprend sa fonction : *« Pourquoi tu ne vises pas plutôt la ceinture verte ? »*. *« Moi je pense que pour cela il faudrait que tu participes plus, tu aurais quand même plus confiance en toi. »* Les échanges se poursuivent, mordant sur le temps prévu, mais l'enseignante laisse faire. Sa collègue en responsabilité sur l'heure suivante modifiera son programme pour s'adapter au souhait des enfants très engagés dans la séance. Certes, un bon tiers de la classe reste silencieux, parfois un peu absent ou carrément rêveur, mais les deux autres tiers suivent de près les débats et partagent volontiers conseils et encouragements. Jusqu'au passage de V., une élève qui se voyant reprocher par plusieurs de ses camarades de provoquer des bagarres dans la cour s'emportera. Malgré plusieurs mises en garde, et incapable de retenir sa colère, elle finira par être envoyée chez la CPE par l'enseignante. *« Bien sûr, on reparlera de cet épisode avec elle mais aussi en classe complète, commente Nathalie Alarent. On n'a pas de recette miracle. Si les adultes ne savent pas vivre en paix, je ne vois pas pourquoi les enfants y parviendraient naturellement... »*

Laurence Bernabeu



Pour en savoir plus :
sur Yakamédia,
un dossier complet

“L’enseignement de l’histoire est toujours au cœur des attaques contre l’école publique”

une interview de Grégory Chambat

Ven : Pour les partis politiques d’extrême droite, l’école actuelle est en plein déclin, « le niveau baisse ». Qui en serait responsable ? Quelles politiques mettent-ils en avant pour y remédier ?

Grégory Chambat : L’extrême droite met en avant une décadence généralisée de la civilisation, de la culture et donc de l’école qui participerait à cet effondrement de la société. C’est un des fondamentaux de son programme ainsi que de son projet social et politique depuis 150 ans, qui s’appuie sur la logique des boucs émissaires. Parmi ceux-ci, on trouve les immigrés, qui seraient accueillis en trop grand nombre et dont les enfants seraient prétendument responsables du faible niveau de l’école française, selon les enquêtes internationales. De même, la présence des pauvres et des enfants handicapés à l’école est questionnée par l’extrême droite, remettant en cause le droit à l’éducation qui, depuis le Front Populaire, concerne tous les enfants présents sur le sol français, sans exception. Sociologues, pédagogues et syndicalistes sont aussi des cibles privilégiées de l’extrême droite. Ne se satisfaisant pas de l’institution scolaire telle qu’elle est, ces derniers et dernières veulent la transformer dans une perspective émancipatrice et démocratique, plus juste socialement or, pour les défenseurs de

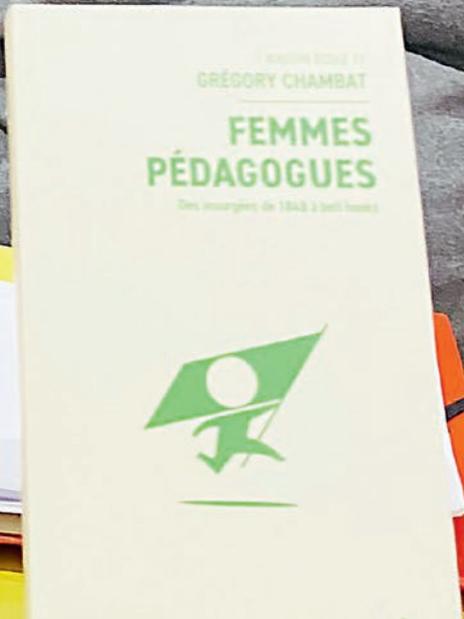
l’élitisme, du contrôle et de la soumission de la jeunesse, c’est insupportable. Déjà, dans les années 30, Célestin Freinet avait été victime des attaques de l’Action française. Cette haine contre le prétendu laxisme de l’école continue d’infuser dans la société autour du fameux « débat républicain ».

.../

« Comment passer du roman national à une histoire qui fasse leur place à la diversité, aux conflits et à l’invisibilisation de l’origine ethnique, de la classe et du genre ? »



Grégory Chambat est militant syndical et pédagogique. Professeur d'histoire, il enseigne en UPE2A auprès d'élèves primo-arrivants dans un collège de Mantes-la-Ville (Yvelines), commune dirigée pendant 5 ans par le FN. Il est co-animateur du site collaboratif Questions de classe(s) et a publié plusieurs ouvrages aux éditions Libertalia, dont *L'École des réacs-publicains* (2016), *Pédagogie et révolution. Questions de classes et relecture pédagogique* (2015) et *Quand l'extrême droite rêve de faire école, une bataille culturelle et sociale*, éditions du Croquant (2024).



/... Ven : Si l'on s'intéresse à une discipline en particulier, l'histoire et son enseignement ont toujours été instrumentalisés. À quand remonte cette discipline et à quelles dérives a-t-elle donné lieu ?

G.C. : D'abord, il a fallu que l'histoire se constitue en discipline scientifique pour qu'au XIX^e siècle on puisse envisager de la transmettre à l'école. Elle y prendra une place centrale comme socle de la nation, en particulier avec Jules Ferry. Après la défaite de 1870 face à la Prusse, il revient à l'école d'exalter le sentiment patriotique, de former de jeunes garçons et filles à une future guerre de reconquête. C'est donc une histoire (mais aussi une géographie) nationale, nationaliste et colonialiste qui est alors enseignée, comme dans le manuel d'histoire d'Ernest Lavisse qui a construit le « récit national » dans toutes les écoles jusque dans les années 50. Ce que l'historienne Suzanne Citron¹ nomme « le catéchisme d'une religion de la France ». L'histoire doit être mise au service de la République, encore fragile et menacée par les forces réactionnaires, catholiques et contre-révolutionnaires. Elle est alors celle des grands hommes, des rois et d'une succession de batailles. Elle avance vers la III^e République, qu'il s'agit de célébrer en montrant un pays unifié, qui rayonne désormais à travers le monde, ce qui justifie la colonisation au passage.

Ven : Selon vous, l'enseignement de l'histoire est-il forcément idéologique ? Pourrait-il être neutre ?

G.C. : Sélectionner des périodes, des angles, une méthodologie qui ne s'appuie que sur des traces écrites par exemple, pour fabriquer les programmes et les manuels, c'est un choix idéologique. Irène Pereira² montre que la neutralité



© DR

« Les Freinet écrivaient que “la démocratie de demain se prépare dans l'école d'aujourd'hui”. »

“Les enfants construisent et s’approprient “leur” histoire à partir de leur vécu, de leur quartier, de leur famille et de leurs connaissances.” Grégory Chambat

est inscrite dans le code de l’éducation en France alors qu’au Brésil, la constitution de 1985 promeut le pluralisme des conceptions pédagogiques comme un acquis de la lutte contre la dictature militaire. Pour Paolo Freire³, la neutralité de l’enseignement est une illusion, toute action éducative portant un projet politique. Se prétendre neutre consisterait à se ranger du côté de l’opresseur en ne dénonçant pas le racisme ni le colonialisme. Pour l’extrême droite, qui voudrait bâillonner toute pensée critique, ces questions politiques et sociales n’ont pas à être traitées en classe.

Ven : Les partis d’extrême droite au pouvoir révisent le fameux « roman national ». En quoi est-ce un levier important pour inculquer leurs idées chez les futur-es citoyen-nes et donc au sein de la société ?

G.C. : À travers l’école se joue une bataille culturelle idéologique qui vise aussi la conquête du pouvoir. Si l’enseignement à la vie relationnelle affective et sexuelle est aujourd’hui un des champs d’intervention privilégié du parti Reconquête d’Éric Zemmour et de son réseau de « parents vigilants », l’enseignement de l’histoire est toujours au cœur des attaques contre l’école publique. C’est la même logique qu’au Brésil avec Jair Bolsonaro, ou en Hongrie avec Viktor Orban, il s’agit de purger l’éducation de ses éléments contestataires, de contrôler les personnels, et d’imposer des programmes et des manuels officiels pour laisser place au roman national. Les Freinet écrivaient que « *la démocratie de demain se prépare dans l’école d’aujourd’hui.* » Il faut donc notamment s’inquiéter de l’inflation de sujets en lien avec l’armée proposés depuis quelques années au brevet des collèves.

Ven : Comment permettre l’appropriation de leur histoire par les enfants ?

G.C. : Suzanne Citron a beaucoup travaillé cette question : comment passer du roman national à une histoire qui fasse leur place à la diversité, à la complexité, aux conflits et à l’invisibilisation de l’origine ethnique, de la classe et du genre. Il y a quelques années, j’ai étudié avec mes élèves l’affiche du film *Le Petit Nicolas*, qui représente une photo de classe dans les années 50. Je voulais qu’ils et elles repèrent ce qui différenciait cette école de celle d’aujourd’hui, à savoir la mixité (il n’y avait que des garçons). Mais mes élèves ont répondu « *Il n’y a que des blancs* »... ce que je n’avais pas remarqué ! Dans son ouvrage *Des élèves à la conquête du passé - Faire de l’histoire à l’école primaire*, Magali Jacquemin explique comment, à travers des pratiques Freinet comme la classe-promenade, le Quoi d’neuf et surtout à partir d’une auto documentation, elle suscite des questionnements pour que les enfants construisent et s’approprient « leur » histoire à partir de leur vécu, de leur quartier, de leur famille et de leurs connaissances. L’objectif est aussi de ne pas s’enfermer dans cette seule identité en travaillant, grâce à l’apport de l’enseignante, des liens entre générations et pays. Mais il est difficile de proposer une autre approche de l’histoire que celle des programmes. C’est un vrai combat, celui de deux conceptions de l’éducation qui s’opposent et sont irréconciliables. ✕

Propos recueillis par Michelle Olivier

1. Suzanne Citron, *Le Mythe national - L’histoire de France revisitée*, Éditions de l’Atelier - Les Éditions ouvrières, 2017
2. Irène Pereira, *Philosophie critique en éducation*, Lambert-Lucas, Didac-Philo, 2018, p. 190
3. Paolo Freire (1921-1997), pédagogue brésilien penseur de l’éducation pour l’émancipation

Faire en sorte que chaque stagiaire découvre que sa voix compte

avec **Aurélie Loupiac**

Aurélie

Loupiac est responsable pédagogique et coordonne les actions de formation au centre de formation Ceméa Occitanie de Béziers. Elle anime la formation au diplôme d'État de moniteur éducateur qui s'étend sur deux ans.



1. Quelle est votre posture pédagogique par rapport à vos stagiaires ?

Nous considérons chaque personne dans sa globalité et sa singularité. Chacun et chacune avance avec sa propre histoire, ses acquis et à son rythme. Et toute personne a le droit de porter un regard sur ce qu'elle vit, à être entendue et écoutée dans le collectif auquel elle participe. Mais ce positionnement ne peut se décréter, il s'investit progressivement, dans un apprentissage ! Nous sommes là pour transmettre mais avant tout pour accompagner les stagiaires dans cette découverte incroyable que chaque voix compte et que l'on doit réussir à penser ensemble cet espace commun de formation.

Cette démarche-là fait formation au travail social, avec ce que cela suppose de doutes et de tâtonnements... Et pour les formatrices et formateurs, d'inconfort lié au fait de ne pas tout maîtriser par avance !

2. Comment vous y prenez-vous pour que tout le monde trouve sa place ?

À l'issue de chaque semaine de formation, nous avons instauré un temps d'évaluation au cours duquel les stagiaires font le point avec leur formateur ou formatrice référente sur ce qu'ils et elles ont traversé. Durant deux ans, ils et elles ont à prendre la parole sur leur expérience, à émettre un avis, identifier des besoins et partager des perspectives d'amélioration. La gestion de la vie quotidienne inspirée de la pédagogie des Freinet est aussi un outil très précieux. Mais attention, nous ne disons pas ce

C'est au groupe de s'organiser et de définir la bonne méthode pour prendre en charge le lieu, le ménage, la sécurité, créer de la convivialité.

qu'il y a à faire, sinon ils ne feraient que répondre à une commande. C'est au groupe de s'organiser et de définir la bonne méthode pour prendre en charge le lieu, le ménage, la sécurité, créer de la convivialité. C'est aussi ça la démocratie.

3. Vous attachez aussi une grande importance à l'accueil des stagiaires. Pourquoi ?

L'accueil est primordial car il détermine la façon dont les temps d'échanges seront investis par les stagiaires. Cela passe par des choses très simples en début de formation : rencontrer individuellement les personnes, prévoir un café, donner suffisamment d'informations pour favoriser l'autonomie (où est-ce que je mets mes affaires, qui travaille ici, à qui puis-je m'adresser, etc.), être à l'écoute, proposer de réfléchir à la façon de bien vivre ensemble, etc. Il s'agit fondamentalement d'instaurer un climat de confiance. Notre but est que très vite les stagiaires comprennent que nous ne sommes pas là pour les juger mais pour les accompagner.

Propos recueillis par Laurence Bernabeu

Livres

Participer, oui mais comment ?

L'autrice distingue les participations fallacieuses, manipulatrices de celles qui sont constructives pour l'individu et le groupe.

Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation, Joëlle Zask, Éditions Le Bord de l'eau

L'histoire pour les petits

La « méthode historique » propose de mettre les élèves au contact des sources et en quête de traces et de témoignages. Retour sur dix années d'expérience qui permettent d'apprendre, dès le primaire, à produire un



savoir critique sur le passé.

Des élèves à la conquête du passé, Magali Jacquemin, Éditions Libertalia

Sur Yakamédia

Des livrets pédagogiques produits avec Amnesty Internationale et destinés à toute personne en situation d'animation qui souhaite mener des actions d'éducation aux droits humains, des fiches d'activité et des articles de décryptage.

Pas d'accord

Individus, groupes comme États font souvent basculer les situations conflictuelles dans le registre de l'agression ou de la stigmatisation de leurs opposants. Plus que jamais, vivre le conflit est un enjeu dans nos démocraties.



Le conflit n'est jamais une agression, Sarah Schulman, Éditions B42

Lieu de mémoire

Le camp des Mille

Dans ce site-mémorial conçu pour les jeunes, on peut comprendre comment se fabriquent les génocides et s'outiller pour réagir à temps face aux crispations identitaires et aux extrémismes. À noter : les transports en train sont pris en charge intégralement dans le cadre des actions scolaires.

Et aussi des interviews, fiches d'activité, témoignages pour lutter contre les idées d'extrême droite.



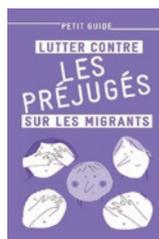
Guides pour débattre

Les ressources du Cnajep

Podcasts, formations, articles scientifiques, articles de presse, blogs, vidéos, ouvrages, etc. dont le dernier né : *L'Éducation populaire pour lutter contre les idées des extrêmes droites.*

www.cnajep-lieed.fr

Déconstruire les stéréotypes



Un petit guide accessible dès le collège.

Lutter contre les préjugés sur les personnes étrangères
www.lacimade.org

L'extrême droite démasquée

Pour déconstruire comment les idéologies xénophobes, racistes et identitaires qui agitent de fausses peurs, ciblent de faux boucs émissaires et proposent de fausses solutions.

En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite, Vincent Edin, Les Éditions de l'atelier

Mayotte : l'éducation face au défi de la reconstruction

Près de deux mois après les ravages du cyclone Chido dans le 101^e département français, acteurs et actrices de l'éducation œuvrent pour donner un nouveau départ à un territoire en souffrance.

Lundi 27 janvier, Chido + 52 jours, déjà deux fois reportée, la rentrée peut enfin s'effectuer à Mayotte. 29 collèves ou lycées sur 33 dans le second degré et 176 écoles sur 221 sont en mesure d'accueillir les élèves dans des conditions qui restent précaires. Ils ne sont qu'un quart des 120 000 élèves ce lundi, les autres rentreront au fil de chaque jour de cette semaine. « *Il s'agit d'une rentrée d'accueil pour laquelle les enseignants ont reçu une formation*, précise le recteur Jacques Mikulovic. *Difficile de faire autrement sans les fournitures, on commencera vraiment la semaine prochaine.* » Les enseignant-es sont dans les écoles depuis le 20 janvier. Toute la semaine, ils ont essayé de joindre les familles au téléphone pour prendre des nouvelles malgré les toits arrachés, le matériel scolaire détérioré par les pluies, les graffitis insultants griffonnés sur les tableaux. « *Constater des dégradations humaines après celles faites par les éléments, c'est vrai que c'est un peu écœurant* », reconnaît Catherine Berg-

feld, enseignante de soutien en langue française auprès des élèves des trois écoles. Son école fait partie des 40% soumise au système dit de rotation avec deux classes se partageant les mêmes locaux dans la journée, faute d'infrastructures suffisantes. Une organisation habituelle avant Chido, amplifiée jusqu'à la réparation des écoles détériorées. Les élèves feront six fois trois heures au lieu de quatre fois six heures, le reste du temps sera couvert par le péri-éducatif. « *Dans notre circonscription, seules 5 écoles sur 13 sont capables d'accueillir les élèves*, détaille Catherine, *l'inspectrice a mis en place une rotation triple. Face à l'urgence, l'enjeu est plus humanitaire que pédagogique et la collation distribuée aux élèves revenus à l'école est un élément central de la rentrée.* »

Face à l'urgence, l'enjeu est plus humanitaire que pédagogique et la collation distribuée aux élèves revenus à l'école est un élément central de la rentrée.

« *Dans notre circonscription, seules 5 écoles sur 13 sont capables d'accueillir les élèves*, détaille Catherine, *l'inspectrice a mis en place une rotation triple. Face à l'urgence, l'enjeu est plus humanitaire que pédagogique et la collation distribuée aux élèves revenus à l'école est un élément central.* » Florence Bride, psychologue de l'Éducation nationale, est sur le pont depuis le 6 janvier



À Mayotte, en 2017, seules 32% des personnes de 15 ans ou plus sorties du système scolaire possèdent un diplôme qualifiant, contre 72% en France métropolitaine.



Jour de rentrée le 27 janvier à l'école Bonovo de Mamoudzou.

Un plan d'urgence

Validée en première lecture par l'Assemblée nationale le 23 janvier dernier, la loi d'urgence pour Mayotte contient les principales mesures suivantes :

- mise en place d'un établissement public dédié à la reconstruction,



Photos © Chantal Combeau



Le niveau de vie médian des habitants de Mayotte est sept fois plus faible qu'au niveau national. Conséquence de flux migratoires importants, une grande partie de la population vit avec très peu de ressources : 77% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté national, soit cinq fois plus qu'en France.

/... auprès de la communauté éducative. « On a constitué une cellule d'écoute d'abord téléphonique puis en présentiel, témoigne-t-elle, même si c'est compliqué à cause des connexions téléphoniques et Internet défaillantes. Les personnels avaient besoin de raconter pour dépasser le trauma et le stress. Ils attendaient avec impatience d'être face à leurs élèves malgré la crainte de voir des chaises vides. Ils se savent essentiels en tant que référents adultes pour des enfants démunis matériellement et affectivement. »

Dans le 101^e département français créé en 2011, véritable miroir aux alouettes au sein d'un archipel comorien indépendant depuis 1975, les quelques 100 000 sans-papiers qui échappent aux tentatives de recensement et de localisation compliquent la tâche des organisations humanitaires et des institutions. Depuis Chido et sa quarantaine de victimes officiellement recensées, un leitmotiv tourne en boucle. Que sont devenus les milliers d'habitants des bangas, ces bidonvilles de tôles soufflés comme des fétus de paille ? Cachés ? Retournés aux Comores pour échapper à la régularisation promise par le gou-

vernement ? Ou pire, victimes du cyclone enterrées dans les 24 heures comme le veut la coutume ? La reconstruction rapide des bangas apporte des premiers éléments de réponse témoignant de l'adaptation et de la résilience de la population. Pour Zainaba Ahmed Haroussi, directrice depuis cinq ans de l'association territoriale des Ceméa Mayotte, l'heure n'est pas à se plaindre



© Catherine Bergfeld

Deuxième étage inutilisable pour cette école de Mamoudzou.

- transfert temporaire à l'État des compétences de construction et de réhabilitation des écoles publiques,
- adaptation des règles d'urbanisme et de commande publique,
- facilitation des dons à destination de Mayotte,

- mise en place de différentes mesures sociales temporaires en faveur de la population et des professionnels,
- interdiction de la vente de tôles aux particuliers pour lutter contre l'habitat illégal, complétée par une aide à la reconstruction des toits,
- une ordonnance pour lutter contre « les bidonvilles ».

À noter que ces deux dernières mesures ajoutées par le Parlement relèvent plus de la lutte contre l'immigration que d'une véritable aide aux populations.



Photos © Chantal Combeau

En 2023, avec 4,5 enfants par femme, la fécondité à Mayotte dépasse largement la moyenne métropolitaine. La population reste bien plus jeune qu'ailleurs en France : l'âge moyen est de 23 ans (contre 41 ans en France métropolitaine).

mais plutôt à se retrousser les manches. « *Nous vivons là et nos enfants aussi donc il n'y a pas le choix.* » Les Ceméa vont prendre en charge les enfants qui ne retrouveront pas tout de suite une place à l'école ou qui seront acceptés sur une durée réduite.

« *Nous les accueillons dans nos locaux restés intacts, sinon dans des tentes mises à disposition, précise Zainaba. L'idée est d'évacuer leur angoisse par des activités de création et d'expression. Comme nous manquons de jeux, en attendant qu'on nous en livre de nouveaux, eh bien nous allons en construire !* », sourit-elle.

Reconstruire, la loi d'urgence gouvernementale (voir p. 50-51) semble en donner les moyens. Mais comment sortir l'île d'une situation déjà peu enviable avant Chido, marquée par la surpopulation et l'impasse sociale et territoriale qui condamnent une grande partie de ses habitants à la précarité ? Hugues Matenko dirige l'association Mlezi Maore qui travaille à l'insertion des jeunes en difficultés, déscolarisés ou

Comme nous manquons de jeux, en attendant qu'on nous en livre de nouveaux, eh bien nous allons en construire !

sous la tutelle de l'ASE ou de la PJJ. « *On ne peut pas baisser les bras. Quand tout le monde est vulnérable, les populations défavorisées le sont plus encore, martèle-t-il. Il s'agit de construire le Mayotte dont on nous parle depuis la départementalisation. Ce territoire le mérite. Le sentiment anti-migrants qui monte vient du fait que l'ensemble du territoire national ne prend pas en charge un problème que Mayotte seul ne peut pas résoudre.* »

Fin de matinée à l'école Bonovo, Catherine est soulagée. Presque tous les enseignant-es de son école étaient là alors que l'île comptait 39% de grévistes dans le premier degré ce jour-là. 80% des élèves étaient présents pendant deux heures au lieu de trois, faute d'eau potable. « *Aucun décès n'a été signalé, les élèves sont un peu sidérés mais contents de revenir, je leur ai fait dessiner le cyclone.* » Jacques Markulovic estime que « *la catastrophe peut donner l'occasion de transformer l'école, repenser les bâtiments scolaires selon le contexte de l'île et faire évoluer les méthodes pédagogiques vers une approche par compétences* ». La reconstruction de Mayotte commence...

Philippe Miquel



L'atelier d'échanges de savoirs

On peut le mettre en place avec tous les publics en formation, quels que soient l'âge et le niveau d'étude car on a tous et toutes des savoirs à partager. Quelques conseils pour organiser cet atelier.

« Être acteur et actrice de sa formation », voici une phrase qu'on utilise souvent pour évoquer les méthodes d'Éducation active auprès des stagiaires. « Le groupe fait formation », en voici une autre qui rappelle que le savoir ne vient pas que de l'apprenant ou de l'apprenante mais que l'on peut s'enrichir mutuellement de nos échanges et de nos expérimentations communes. C'est ce que l'activité « Échanges de savoirs » rend possible.

Que l'on ait emmagasiné des savoir-faire tout au long de sa vie, quel que soit son âge, n'est pas une évidence. Même lorsque l'on n'a

que quelques années derrière soi, découvrir que l'on sait faire des choses et que l'on peut le partager est parfois une révélation. Cet atelier apprend à apprendre aux autres tout en apprenant d'eux. Il est aussi l'occasion pour le groupe d'expérimenter qu'en mettant en commun ses savoirs, on augmente son champ d'action.

Mise en place

La personne qui anime l'atelier le présente en expliquant que chacun, chacune, va pouvoir faire découvrir un savoir-faire qu'elle maîtrise en 10 ou 15 min. Il est important à cette étape de donner un bon nombre d'exemples : faire une .../





© DR

3 questions à Tina Steltzen,

co-présidente du Mouvement français des réseaux d'échanges réciproques de savoirs



À quand remonte la création des Réseaux d'échanges réciproques de savoirs (Rers) ?

En France, c'est une institutrice, Claire Héber-Suffrin, qui a développé cette pratique dans les années 70. Elle travaillait dans une école d'un quartier populaire de la région parisienne qu'elle souhaitait ouverte sur les savoirs de la cité. Cette pratique d'acquisition et de transmission de savoirs faisait écho aux réseaux de

savoirs suggérés par Ivan Illich, alors vice-recteur de l'université catholique de Porto-Rico, qui observait la difficulté à réduire les inégalités sociales et reprochait à l'école d'avoir monopolisé la transmission des savoirs. Dans *Une société sans école*, il propose de déscolariser la société et d'inventer une école sans enseignants où chacun apprendrait de l'autre et apprendrait à l'autre. Claire Héber-Suffrin a fortement contribué à la diffusion de cette dynamique de réciprocité selon laquelle chacun-e apprend de l'autre et apprend à l'autre, à l'école, à l'université, entre professionnels (médecins, artisan-es, etc.), entre collectifs, dans les MJC, les zones rurales, etc.

en veillant à ce que les apprenantes et apprenants (offrant et/ou en demande) réfléchissent eux-mêmes aux modalités pédagogiques de ce moment. L'animateur ou l'animatrice pourra les accompagner, être en soutien, mais ce n'est pas à lui ou à elle de prendre la main.

Vous parlez de dynamique plutôt que de pratique. Pourquoi ?

Si l'accès aux savoirs est un droit pour tous et toutes, comment fait-on pour que cela fonctionne ? En faisant en sorte que chacun et chacune se considère tout au long de sa vie comme porteuse de savoirs et déconstruise cette idée tenace que le savoir est réservé à quelques-uns. C'est une dynamique vertueuse : on génère de l'action en coopération qui génère de la recherche, de l'engagement, de la réciprocité et au final de la mixité qui permet à chacun et chacune de s'enrichir de tous les champs d'activités possibles.

Propos recueillis par Laurence Bernabeu

Qu'est-ce qu'animer un Réseau d'échanges réciproques de savoirs ?

Dans un Rers, l'animateur est avant tout un médiateur qui facilite l'échange. Il est présent pour permettre à la personne offrant des savoirs de bien entendre la demande et réciproquement. Il aide à définir la nécessaire organisation matérielle (espaces dédiés, durée de l'échange et moment) tout



© Olivier Teyssie



© Julien Coulaud



/... tresse africaine, un scoubidou, dessiner un éléphant, apprendre une chanson, un jeu, faire un point de crochet ou un nœud marin, apprendre cinq mots d'Occitan, un pas de salsa, etc.

Un rendez-vous est alors donné, une heure plus tard ou le lendemain, afin de laisser aux personnes le temps de s'organiser, éventuellement de prévoir du matériel. Le groupe est alors divisé en sous-groupes de trois personnes, par exemple par un tirage au sort. Chaque trio choisit un lieu pour échanger ses savoirs et chacun de ses membres dispose de 10 à 15 minutes pour faire découvrir son savoir-faire aux deux autres participant-es, soit environ 40 minutes d'échanges. Il est ensuite possible de réunir tout le monde pour partager sur cette expérience. Très souvent, les sta-

giaires regrettent de n'avoir pas pu vivre tous les apprentissages (ce qui est très bon signe !). On les incite alors à faire des propositions : recommencer en échangeant les trios, rédiger la liste de tous les savoirs et les afficher afin que chacun puisse être sollicité à l'avenir suivant sa compétence.

Un atelier pour tous et toutes

L'atelier peut se mettre en place auprès de tous les publics en apprentissage, en formation, à l'école ou en structures de loisirs, et avec des groupes de différentes tailles. En Accueil collectif de mineurs (ACM), ce temps peut rythmer l'année, par exemple une fois par mois. Il fonctionne particulièrement bien avec des jeunes de 8 à 10 ans qui sont en recherche permanente du savoir qu'ils vont pouvoir transmettre. Une fois qu'ils ont compris en être les détenteurs, ils vont solliciter leurs parents, grands-parents, frères et sœurs, etc. Une bulle d'oxygène pour l'adulte qui anime !

En stage pour le Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA), cette proposition prend bien sa place car cela permet aux stagiaires d'être en position d'animation dans des tout petits groupes, ce qui est rassurant. Pour les CPJEPS, BPJEPS et DEJEPS, mais aussi dans les formations professionnelles des diplômés du travail social (DEAES, DEME)*, l'atelier facilite l'interconnaissance. C'est l'occasion de découvrir l'intérêt de la « médiation par l'activité » qui fait partie des compétences que les stagiaires auront à acquérir pour devenir professionnels.

Élisabeth Le Bris

En savoir plus :
www.rers-asso.org



* Diplôme d'État d'Accompagnement Éducatif et Social, Diplôme d'État de Moniteur-Éducateur et Monitrice-Éducatrice.

activités



© Olivier Ivanoff

1. Roi, dame, valet

Un jeu de ballon en équipe, variante de la balle aux prisonniers.



2. Un village de lutins

S'organiser ensemble et tisser un lien sensible à la nature.

© Laure Marfisi

Roi, dame, valet

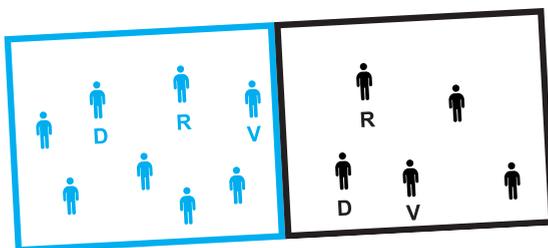
Une variante du jeu de ballon prisonnier qui mène à des stratégies plus complexes avec des personnages à découvrir et des actions à organiser en fonction d'un nombre de points à gagner.



pratique

Public

à partir de 8-10 ans, jeu en 2 équipes de même effectif, 7-12 personnes maximum



Terrain

1 terrain rectangulaire plat et dégagé et surtout adapté à l'effectif ; avec un contour délimité et séparé par une ligne médiane.

Durée

20 à 30 minutes

Matériel

1 ballon (si possible en mousse)

But du jeu

Chaque équipe doit marquer 200 points exactement. Si une équipe comptabilise plus de 200 points elle perd la partie.

Règles du jeu

Pour faire gagner des points à son équipe, il faut toucher les joueurs et joueuses adverses avec le ballon. Le roi vaut 50 points, la dame 30 et le valet 10.



© Olivier Ivanoff



© Olivier Ivanoff



© Olivier Ivanoff

leur équipe. Ces personnages à statut particulier restent dans leur espace. Tous les autres joueurs et joueuses atteints par le ballon rejoignent la prison, derrière la ligne de fond de terrain de l'adversaire. Ils auront la possibilité de se délivrer et de regagner leur camp initial en récupérant les balles perdues et en touchant un-e adversaire. Si c'est un roi, une dame ou un valet, qu'ils touchent, leur équipe marquera alors le nombre de points correspondant.

Un jeu évolutif

On peut mettre le roi, la dame ou le valet en prison comme les autres joueurs et joueuses. On peut aussi jouer selon un temps donné et l'équipe gagnante sera celle qui aura le plus de points au coup de sifflet. Ces deux variantes conduisent à des stratégies de jeu différentes. Lorsque le ballon est gobé (c'est-à-dire récupéré par le joueur ou la joueuse préalablement visée), c'est le lanceur qui est constitué prisonnier. On peut aussi donner une valeur de cinq points aux autres joueurs et joueuses. On peut enfin permettre aux prisonnier-es de glisser sur les trois côtés du camp adverse. Et on peut aussi inventer d'autres variantes.

Fabienne Estrà



© Olivier Ivanoff

Avant de débiter la partie, chaque équipe désigne secrètement trois personnages invincibles, à savoir : le roi (valant 50 points), la dame (30 points) et le valet (10 points). Comme au ballon prisonnier, un joueur ou une joueuse doit toucher l'adversaire avec le ballon avant qu'il ne tombe au sol.

Si le roi, la dame ou le valet sont touchés, ils doivent alors se désigner à haute voix pour faire remporter des points à

activité 2

Un village de lutins

Imaginer et fabriquer des maisons miniatures, une activité qui mêle expression, projet de construction, et permet d'explorer son environnement à travers son imaginaire et celui des autres.

pratique

Matériel

Ficelle, couteau de poche (on s'assurera au préalable de la maîtrise de cet outil), éléments naturels trouvés sur place (branches, feuilles, fougères, mousses, cailloux, etc.)

Type d'espace

Un coin de nature arboré. Cette activité peut aussi se vivre en milieu urbain (cour d'école arborée, bacs à fleurs, jardins partagés, buissons dans un parc, etc.)

Durée

De 30 minutes à plusieurs heures





© Laure Marillèse



© Laure Marillèse



© Laure Marillèse

Des projets multiples

On peut raconter aux enfants une histoire pour amorcer un projet de construction de cabanes miniatures, lire des livres ou les mettre à disposition. On peut imaginer que des lutins ou des gnomes ont besoin d'aide ou alors construire dans l'idée que certains de ces petits êtres viendront peut-être s'y installer. Cela peut aussi simplement rejoindre un projet de land art.

Seuls ou en binômes, les enfants vont choisir un emplacement pour y construire leur maison miniature. On pourra ensuite organiser une visite du village pour présenter au groupe les différentes créa-

tions, et pourquoi pas imaginer des histoires à partir de ce lieu.

Bricoler ensemble

Les enfants vont devoir évaluer la taille des objets, leur poids, leur résistance, leur souplesse, la quantité nécessaire, etc. puis tenter des gestes techniques : creuser, terrasser, chercher les points d'équilibre ou encore attacher ensemble deux morceaux de bois. On retrouve ici la notion chère aux Freinet de « tâtonnement expérimental » : un cheminement par essais-erreurs au service de la réalisation d'un projet. Ici, cette démarche sera d'autant plus riche que la na-

ture offre aux enfants des ressources non-standardisées.

L'activité présente une réelle dimension collective. Les enfants coopèrent pour fabriquer une même cabane et l'idée de village implique celle de vivre-ensemble : va-t-on construire uniquement des habitations ? N'aurait-on pas besoin d'une école, d'un terrain de jeux, d'un hôpital ? Pour décider, les enfants seront amenés à réfléchir à leur idée du bien commun.

Une approche sensible du milieu

« On ne connaît que les choses qu'on apprivoise », écrit St-Exupéry dans *Le Petit Prince*. « Qu'est-ce que signifie "apprivoiser" ? [...] Ça signifie "créer des liens" ». Ainsi, c'est parce que l'on a pu tisser un lien intime avec la nature autour de soi, parce qu'on y a vécu des expériences significatives, qu'il devient important d'en prendre soin. C'est là tout l'intérêt des approches "sensibles" du milieu : en s'appuyant sur l'imaginaire d'une part (par le biais de contes, légendes et autres récits) et sur la sensorialité d'autre part (appropriation des formes, .../



© Laure Marillette

© Laure Marillette

/... couleurs, textures, odeurs, chacun-e va développer une relation unique et personnelle à son environnement. Comme le remarque Édith Planche, fondatrice de l'association Science et Art : « *L'approche artistique implique l'individu. En créant, chacun est porté par des émotions et donne de soi-même en mobilisant tout l'être. (...) L'art permet de développer ces ancrages sensibles aux apprentissages et à l'environnement (milieu naturel comme milieu de vie) et donc à rétablir les liens et à réduire les distances entre soi-même et l'extérieur.* » Pour que l'imaginaire soit porteur, le ton et le thème doivent s'adapter à l'âge et aux caractéristiques du public. Avec les plus grands, on pourra utiliser l'humour et chercher des références culturelles mobilisatrices, comme par exemple les *yōkai*, esprits de la nature dans le folklore japonais, largement représentés dans la pop culture.

Laure Marillette

* Édith Planche, *Éduquer à l'environnement par l'approche sensible, Art, ethnologie et écologie*, Éditions Chronique Sociale, Lyon, 2018.



© Laure Marillette



© Laure Marillette

Se raconter d'autres histoires dans la nature



Vers l'Éducation nouvelle

une revue pour penser et agir



Abonnez-vous
ou commandez
vos exemplaires !

<https://ln.cemea.org/ven-2>



Et pour aller plus loin

 **YAKAMÉDIA.FR**
LA MÉDIATHÈQUE ÉDUC'ACTIVE DES CEMÉA

CEMÉA
LE CLAR FORMATION

biblio du péd

Une méthode de travail libre par groupes, Roger Cousinet, Éd. Fabert, 2011 (présentation par Laurent Gutierrez). Premiers articles publiés dans la revue *La Nouvelle Éducation*, 1925.

Une école avec des enfants libres de choisir leur travail et d'y persévérer autant qu'ils et elles le veulent en collaborant. Un-e enseignant-e, qui est là pour aider les enfants, qui ne fait pas de "leçons", mais qui organise, met à disposition. Une classe où il est plus important de voir ce que les enfants ont fait que d'évaluer ce qu'ils savent à l'instant T. Une école qui n'est plus une préparation à la vie, mais une vie en soi.

À l'heure où l'évaluation des élèves est au centre du système scolaire et où le dogme de la pédagogie par objectifs ignore la globalité de l'enfant, cette réalité paraît avant-gardiste. Pourtant, ces classes ont existé en 1920, sous l'impulsion de Roger Cousinet, instituteur puis inspecteur de l'Éducation nationale.

Dans ce livre, cette grande figure de l'Éducation nouvelle, présente, décrit et argumente une méthode de travail libre par groupes en s'appuyant sur l'expérimentation qui en a été faite pendant plusieurs années. Cette méthode n'est pas un procédé ingénieux que pourraient utiliser les enseignants et les enseignantes, mais un "outil" proposé aux enfants pour lequel l'adulte aide à l'utilisation au sein du groupe. L'enfant n'y est pas "sujet" d'enseignement qui applique les consignes de l'instituteur ou de l'institutrice, mais il devient acteur de sa propre formation. Le rôle essentiel de l'enseignant-e est alors de procurer à l'élève un environnement porteur et des conditions favorables à son développement. Roger Cousinet décrit l'organisation d'un milieu scolaire dans lequel chaque enfant redevient une personnalité intéressante en soi, sans qu'il soit

Bio express

Roger Cousinet est né en 1881 à Arcueil. En 1904, il obtient une licence en lettres puis enseigne en tant qu'instituteur jusqu'en 1909. Il est alors reçu au certificat d'aptitude à l'inspection des écoles primaires. Il entre à la Société libre pour l'étude psychologique de l'enfant (SLEPE) dont il dirigera la revue *L'Éducateur Moderne*. À partir de 1920, il élabore une méthode de travail libre par groupes et, en tant qu'inspecteur, il en développe l'expérimentation dans des écoles. Avec Madeleine T. Guéritte, il fonde l'association pédagogique La Nouvelle Éducation puis crée la revue *L'Oiseau bleu* pour promouvoir des textes d'enfants. De 1945 à 1958,

il est titulaire de la chaire de pédagogie à la Sorbonne. Il crée en 1946, avec François Chatelain, l'École nouvelle de la Source à Meudon et l'association l'École nouvelle française. En 1964, il fonde avec Louis Raillon la revue *Éducation et développement*. Roger Cousinet décède en 1973 à Paris.

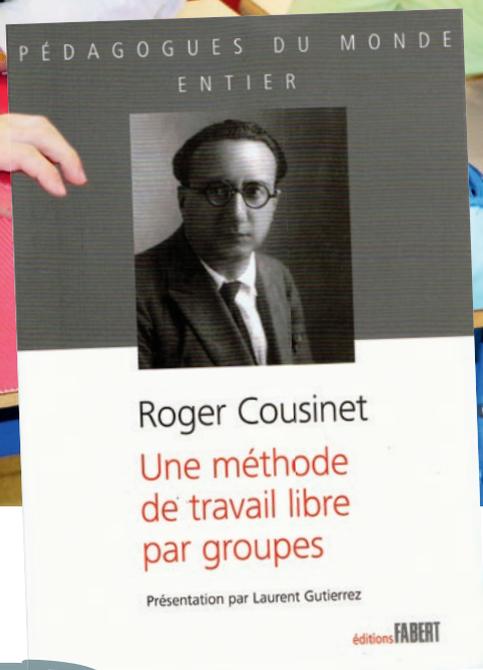
page 114

Comme ils ont pu choisir librement leur travail, les enfants sont donc libres d'y persévérer aussi longtemps qu'ils le veulent. Et non seulement ils en sont libres, mais l'organisation de groupes les y aide.



Le maître n'a plus à juger ses élèves. Il ne les compare plus les uns aux autres, à la fois parce que cette comparaison est

impossible et fausse, qu'il n'a plus besoin de stimuler les enfants par cette prétendue émulation et qu'il se refuse à donner cet aliment à la vanité des familles.



© Olivier Ivanoff

page 127

Le maître n'est plus un enseignant qui transmet son savoir, mais comme ses élèves et avec eux, un travailleur à la découverte du savoir. Il a plus d'expérience et plus d'acquis. Il se servira de l'un et de l'autre pour aider les élèves au besoin.

nécessaire de la comparer à aucune autre. L'auteur évoque les activités de création et de connaissances, mais parle aussi des résultats des élèves. Il propose des règles pratiques pour la préparation et l'organisation de la classe, la formation des groupes, leur installation matérielle, le choix du travail, etc., en perspective avec le rôle du "maître" ou de la "maîtresse".

Être en relation pour apprendre

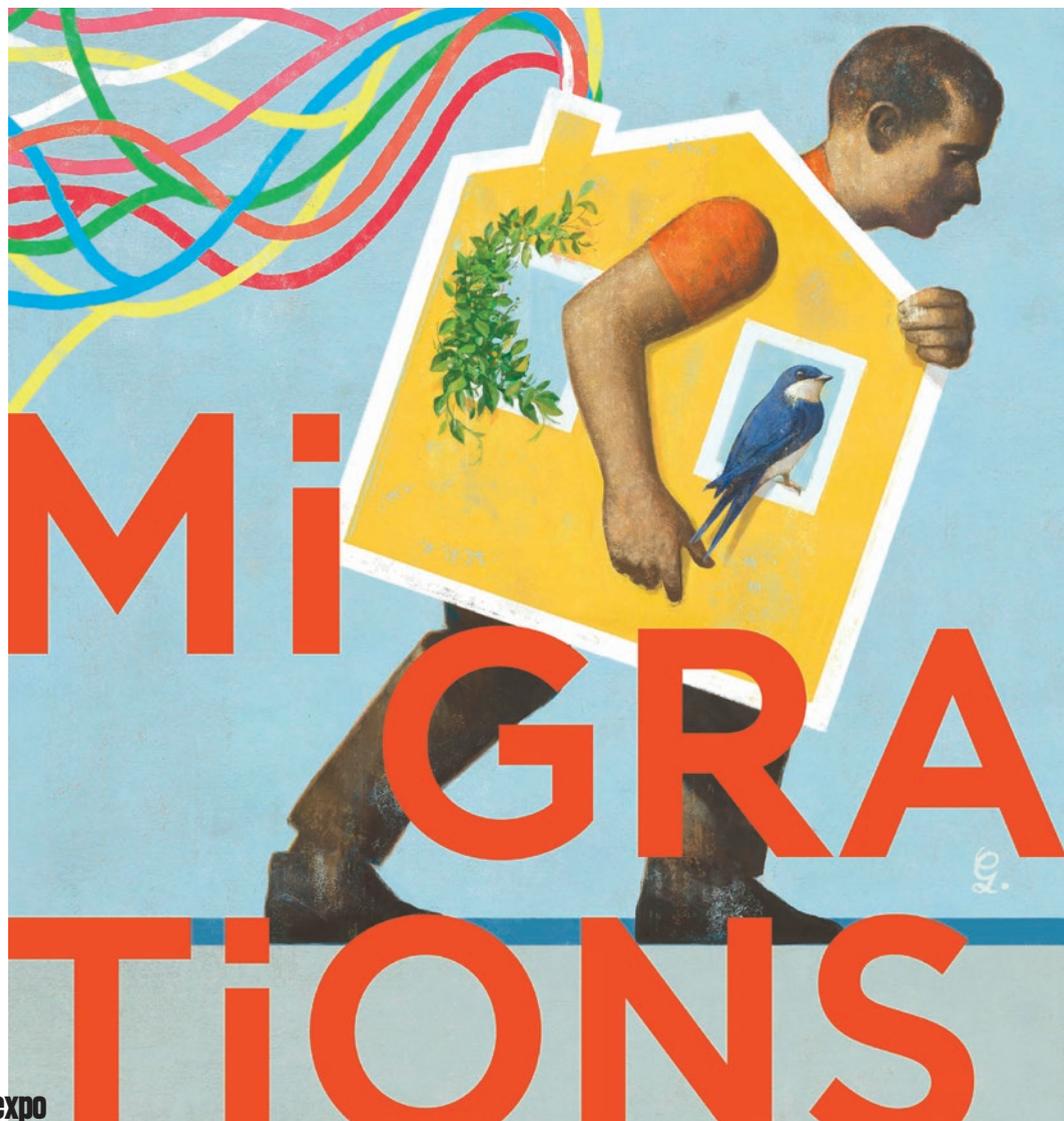
Le travail libre par groupes se définit en termes d'outil d'appropriation de connaissances et de construction de relations sociales. « *Le travail que choisissent les enfants n'est pas celui qui leur plaît, mais celui qui les intéresse.* » Roger Cousinet amène à une réflexion de fond sur le sens du mot progresser. Que signifient "les progrès" de l'élève ? Dans quel contexte et dans quel but ? Il évoque les relations au sein du groupe dans une démarche de prise en compte globale des enfants : « *Le jeu leur avait déjà enseigné [à se discipliner], mais le travail par groupes a complété l'œuvre des jeux et redressé certaines démarches individuelles, en particulier l'influence du leader...* » L'expérience pratique, la relation humaine, la coopération et la connaissance des enfants et de leurs réalités irriguent cette "méthode" d'apprentissage, projet d'Éducation nouvelle. **Olivier Ivanoff**

page 46

« Les enfants sont capables d'acquérir sans qu'il soit besoin de l'autorité du maître. »

lire regarder

Olivier Ivanoff, Laurent Michel, Flora Perez, Nina Soyez-Bchibchi, Elia Munoz, Nelly Rizzo



© Gérard Dubois

expo

Migrations, une odyssée humaine

Explorer le passé, le présent et l'avenir à travers les migrations au Musée de l'Homme ! La question des migrations est sujette à de nombreux préjugés. Pourtant, elles ont toujours existé et ont permis à l'espèce humaine de se construire et de se développer. L'exposition mêle anthropologie, archéologie, démographie, génétique, sociologie ou en-

core linguistique pour déconstruire les idées préconçues. 600 m² pour comprendre l'évolution des migrations, les principales trajectoires aujourd'hui, ou encore les chiffres de cette histoire. À retrouver également, des témoignages et des objets pour découvrir des expériences de vie et inviter à la réflexion.

Jusqu'au 8 juin
au Musée de
l'Homme
**[www.museede
lhomme.fr](http://www.museede
lhomme.fr)**

écouter...

cinéma

Apprendre

Cela se passe dans une école de la République, dans une ville de la banlieue parisienne. Lever le doigt, ne pas se tromper, avoir envie que la maîtresse nous félicite, et, à l'inverse, détecter dans les yeux des enfants ce qui ne va pas, les encourager, les accompagner à chanter, à lire, à coopérer, à se parler plutôt que se battre. C'est un documentaire à voir pour se faire du bien et se rappeler qu'il n'existe pas de solution miracle dans un métier qui engage des êtres humains entre eux.

Un documentaire de Claire Simon



jeu

Wingspan : un oiseau rare !

Une référence dans le jeu de société contemporain. À mettre entre les mains des passionnés de nature, et des amateurs de stratégie !

Wingspan est un jeu de gestion et de collection sur le thème des oiseaux. Une partie dure environ une heure, pour 1 à 5 joueurs à partir de 10 ans. Les joueurs et joueuses incarnent des passionnés d'oiseaux qui cherchent à les attirer dans leur réserve sauvage.

Le jeu de base – sans les extensions – propose 170 cartes « oiseaux » présents en Amérique du Nord. Chaque oiseau est représenté par une carte unique, avec des informations fidèles à la réalité. Toutes les caractéristiques comptent pour optimiser sa collection d'oiseaux et gagner un maximum de points.

Le jeu promet une belle réflexion tactique. Il n'existe pas une seule manière de gagner, mais des choix à faire en fonction des opportunités et de la situation pour arriver aux meilleures combinaisons de cartes. Wingspan réussit son pari de nous immerger dans l'univers des oiseaux, avec toute sa diversité et sa beauté.

Autrice :

Élizabeth Hargrave
(milite dans les médias pour la reconnaissance des autrices de jeu de société, gros enjeu dans le monde ludique !)

Illustratrices :

Beth Sobel, Ana Maria Martinez Jaramillo et Natalia Rojas

Éditeur : Matagot

Date de sortie : 2019

roman

Le nom sur le mur

Le nom sur le mur c'est celui que l'écrivain Hervé Le Tellier découvre gravé dans l'enduit de la façade de la maison dans laquelle il vient d'emménager à Montjoux, tout près de Dieulefit dans la Drôme : un certain André Chaix. Qui est-ce ? L'écrivain, lauréat du Goncourt en 2020 pour son roman *L'Anomalie*, apprend sur la plaque commémorative du village qu'il s'agit d'un jeune résistant mort à 20 ans en août 1944. L'auteur prend contact avec les organisateurs d'une exposition sur la Résistance qui lui remettent « une petite boîte en carton, de la taille d'une carte postale, haute d'un centimètre, fermée par un ruban gris ». Elle contient quelques documents à partir desquels l'auteur retrace la courte vie du jeune homme, sa famille, sa fiancée Simone, le maquis. Ce portrait se double d'une réflexion sur la période : « Je ne doute pas qu'il faille toujours parler de l'Occupation, de la collaboration et du fascisme, du rejet de l'autre jusqu'à sa destruction. » Le Tellier explore les ressorts et les tréfonds de notre humanité... non sans résonance avec la période actuelle où la stratégie de la cravate de l'extrême droite accompagnée des relais complices d'une certaine sphère médiatique confine à l'anesthésie amnésique, voire une réécriture de l'Histoire à front renversé. *Le nom sur le mur* est une salutaire piqûre de rappel ou une possible entrée en matière.

Hervé Le Tellier
Gallimard, 2024

clip

Margoton Batignolles

Les ritournelles pour enfants sont un très bon support d'animation. Dans ce clip, le musicien néerlandais Jan Hovers revisite *Margoton*, une chanson traditionnelle enfantine qu'interpréta Lucienne Vernay dans les années 60. Entre images d'époque et ambiances contemporaines et urbaines, on suit l'histoire d'une fille repoussant les avances d'hommes riches et puissants. 60 ans plus tard, la question reste d'actualité, ce qui se confirme à la lecture du texte que le clip donne à lire. Un bon support d'animation pour danser, chanter ou lancer une discussion sur le droit des femmes et le consentement.

Jan Hovers



Maudite soit la guerre

DAENING



album

Maudite soit la guerre

« Maudite soit la guerre ! » Cette inscription, comme un cri, a été gravée sur l'un des très rares monuments pacifistes érigés après la guerre de 14-18, à Gentioux dans la Creuse. La statue d'un enfant y montre la liste des morts de la commune. Les auteurs de cet album ont décidé de donner vie à la statue du jeune garçon et imaginé le quotidien angoissant de Fulbert qui sait son père au front dans un contexte où des camarades d'école sont déjà orphelins de guerre. L'instituteur demande à ses élèves d'écrire pour soutenir les sol-

e guerre

NCKX / PEF



datés du front et Fulbert décide d'aller porter lui-même sa lettre à son père. Une odyssee qui l'amènera au plus près des combats où il verra la réalité des tranchées. Les dessins de Pef montrent avec finesse ces moments de guerre, la vie des enfants ainsi que l'environnement social et scolaire. À la fin du livre, des pages documentaires informent sur cette période historique. Une initiative éditoriale sensible à l'occasion des 110 ans de la déclaration de la Première Guerre mondiale et dans un contexte où des bruits de bottes se font à nouveau entendre en Europe.

Texte : Didier Daeninckx
Illustrations : Pef
Éditions Rue du Monde

théâtre

À huis clos

Artiste aux multiples facettes, Kery James revient sur les planches avec cette seconde pièce de théâtre tout aussi politique et engagée que la première, *À vif*, sortie en 2017, mettant en scène deux élèves avocats dans un concours d'éloquence. Ici, Soulaymaan, devenu avocat, a perdu son frère dans une bavure policière et prend en otage le juge ayant innocenté l'assassin. Un duel oratoire s'empare de la scène où chacun délivre sa vérité sur les violences portées sur les policiers ou par les policiers. Des faits crus et intelligibles dénonçant un système démocratique vacillant, où l'injustice sociale, le procès d'intention, le racisme systémique règnent. Une pièce à lire ou à voir d'urgence, et à hisser comme drapeau d'utilité publique.

Auteur : Kery James
Jusqu'au 8 mai 2025

podcast

Parlons Péda

Dans ce podcast qui s'inscrit dans une démarche d'éducation populaire, chaque épisode met en avant des expériences de terrain et des pratiques pédagogiques concrètes, partagées par celles et ceux qui les vivent et les font vivre. À travers des échanges, des témoignages et des réflexions collectives, le podcast questionne les méthodes éducatives, explore des approches participatives et invite à construire des pratiques émancipatrices. Accessible sur plusieurs plateformes, *Parlons Péda* s'adresse à celles et ceux qui souhaitent prendre du recul sur leurs pratiques, s'inspirer d'autres expériences et contribuer à une éducation vivante, en mouvement.

Une ressource sonore pour faire vivre les idées et nourrir les pratiques.

**À retrouver sur
les plateformes de
streaming**



portrait

Pascaline, un autre regard sur la vieillesse

Après avoir exercé la fonction d'animatrice en Ehpad, la Girondine Pascaline Lafon est devenue formatrice pour œuvrer à transformer la place dévolue aux personnes âgées dans notre société.

Quand on demande à Pascaline Lafon de parler de son métier, elle répond « *arrêter de prendre les personnes âgées comme des petites choses fragiles, passer d'un lieu de soin à un lieu de vie dans les Ehpad ou bien prendre en compte les émotions.* » Depuis bientôt quatre ans, cette formatrice en Animation sociale spécialisée dans la gérontologie, passée par Albi, Bruxelles ou Clermont-Ferrand, sillonne la Nouvelle Aquitaine et invite à réfléchir sur le grand âge. « *J'ai travaillé durant dix ans en Ehpad associatif comme animatrice, j'ai adoré mais je ne trouvais plus d'espace pour dire ma colère face aux injonctions contradictoires que subissent les personnels et le mal-être que cela engendre pour toutes les personnes qui travaillent ou vivent sur ce type de lieu.* »

La conférence gesticulée, outil d'éducation populaire, lui est apparue comme un moyen adapté pour diffuser la complexité, la réalité, les enjeux de la vie en Ehpad et du vieillissement, .../





Moments clés

2009 : Pascaline passe un BPJEPS Animation sociale auprès d'un public âgé dépendant à la Maison de la promotion sociale puis devient coordinatrice de vie sociale en Ehpad associatif.

2017 : Elle souhaite compléter sa formation et passe avec les Ceméa un DEJEPS, Développement de projets, territoires et réseaux. Elle devient militante active des Ceméa.

2019 : Elle est animatrice d'un dispositif innovant d'action de prévention santé porté par l'Agence régionale de santé (ARS), Pôle ressources en milieu rural.

2021 : Elle crée une conférence gesticulée avec l'association l'Ardeur.

2022 : Pascaline souhaite être indépendante professionnellement et devient formatrice en créant sa structure De Mieux En VIEux portée par la coopérative de Co-actions.

/...



Les malades d'Alzheimer nous apprennent à vivre le moment présent, à être dans l'émotion partagée.

auprès d'un large public. Car « *l'Ehpad est un lieu de vie à part entière avec une équipe au service de la dignité humaine qui doit se montrer respectueuse des personnes qui y vivent* », revendique Pascaline. À l'aide d'une baguette magique et d'un poste de radio, cette fille des années 80 amène le public à changer de regard sur les personnes âgées. « *Nous vivons dans une société qui n'accepte plus cette étape de la vie. Pourtant vieillir est quelque chose de naturel. C'est à la fois une question très intime et une question de société. On ne parle jamais de la dépendance, de l'incapacité, de la mort et nous nous retrouvons désespérés. À l'ère de la longévité, il y a urgence à se questionner et à changer les choses.* » Mais comment savourer la vie jusqu'au bout, comment bien vieillir ? Cetteoureuse des mots préfère utiliser « *vieillir au mieux* » car le « *bien vieillir sous-entend que certaines personnes feraient le choix de mal vieillir ou seraient responsables du fait qu'elles deviennent dépendantes. Vieillir au mieux, c'est savoir qu'on peut compter sur les autres, qu'on continue de compter pour les autres, que les autres peuvent compter sur nous.* »

S'enrichir les un·es les autres

Au travers d'éléments autobiographiques, de descriptions de l'univers professionnel en Ehpad, agrémentés de reprises de chansons françaises populaires, Pascaline questionne sur le prendre soin, elle lutte contre l'âgisme et apporte ses réponses. Elle propose « *d'adapter l'environnement aux personnes âgées et non l'inverse.* » Elle invite à comprendre les pathologies, à s'intéresser à la singularité des personnes mais aussi à s'arrêter sur ce qui fait du

commun : « *Il ne faut pas mettre d'un côté les personnes dites fragiles et de l'autre, les soi-disant fortes mais reconnaître que tout le monde est fragile et fort à la fois, que tout le monde apporte quelque chose et a sa place dans la société.* » Autant de valeurs qu'elle rencontrera en 2017 lors de sa formation diplômante « *Développement de projets, territoires et réseaux* », un DEJEPS qu'elle suivra avec les Ceméa. Pascaline parle d'un « *véritable coup de foudre* » ! *J'y ai retrouvé les valeurs auxquelles je crois : la solidarité, la co-construction de savoirs, le toutes et tous capables.* » Elle ne se contente pas de dénoncer mais permet aussi aux personnes accompagnantes (personnels soignants et d'animation, famille, amis, etc.) d'acquérir des outils pour changer de regard et avoir une attitude adéquate avec les « *personnes vieilles* ». « *J'ai passé ce diplôme à l'origine pour devenir coordinatrice, pour faire du lien entre l'Ehpad et l'extérieur mais au final cela me permet d'être formatrice, de diffuser des contenus pédagogiques favorisant la réflexion citoyenne et collective.* » Pascaline intervient auprès d'organismes de formation, accompagne les volontaires en service civique qui vont s'engager dans les Ehpad, les acteurs et actrices des territoires qui favorisent le lien intergénérationnel comme les MJC, les centres sociaux, etc. Mais son investissement ne s'arrête pas là. Depuis sept ans, Pascaline milite aux Ceméa. Tour à tour, elle endosse le costume de formatrice, membre de jury, accompagne les mobilités et intervient sur toutes les promotions de Nouvelle-Aquitaine avec toujours comme objectif la sensibilisation aux enjeux du vieillissement autour de la convivialité et du partage.

Nelly Rizzo



La conférence gesticulée, une prise de parole citoyenne

Elle porte nécessairement une analyse politique. Elle est composée d'éléments autobiographiques, de descriptions d'un univers professionnel et de références à des théories pour permettre au plus grand nombre

de comprendre la complexité et les enjeux d'un milieu. Elle naît d'une décision personnelle mais s'élabore au cours d'une formation collective : c'est un acte d'éducation populaire.

grand entretien

Entretien avec
Marwan Mohammed,
sociologue



**Dans
l'écosystème
des rivalités
de quartier**

Marwan Mohammed est l'auteur de « *Ya embrouille* » (Stock essais, 2023) dans lequel il analyse le phénomène des rivalités de bandes dans les quartiers.

© DR



Marwan Mohammed

1975 :

naissance à Paris

1993 :

CAP administration
comptable à
Fontenay-sous-Bois

2003 :

DEA de sociologie
à l'Université de
Versailles Saint-
Quentin-en-Yvelines

2009 :

chargé de recherche
au CNRS

2023 :

« *Ya embrouille* »,
sociologie des
rivalités de quartier;
Stock essais

Ven : « *Toujours plus jeunes, toujours plus violents* » : le refrain colporté par les médias a-t-il une part de vérité ?

M.M. : Cette petite musique est déjà présente dans la presse depuis la fin du XIX^e siècle et revient à intervalles réguliers. On peut lire dans le *Petit Journal* en 1907 que la délinquance juvénile est « *toujours plus violente, plus nombreuse, plus pré-*

cocce ». Si cette thèse était validée, les rivalités de quartier opposeraient aujourd'hui les crèches. Il faut différencier la réalité telle que l'on peut l'enregistrer, la capter et la construction d'un récit et d'un narratif mobilisant un vocabulaire sensationnaliste et décadentiste, qui vise à imposer la vision d'une société beaucoup plus violente qu'elle ne l'est réellement. Ce qui ne veut pas dire que rien ne change. Les formes et le niveau de violence varient selon les moments de l'histoire, le contexte social et en fonction des territoires. La France n'est pas un village et les différences d'exposition à la violence entre, et à l'intérieur des territoires sont importantes. Et puis, il y a la difficulté de mesurer sérieusement ces comportements et leurs évolutions dans le temps. C'est un peu moins vrai pour les violences criminelles, notamment les violences mortelles, parce qu'on a alors des corps. Mais sur la question des violences physiques de basse et moyenne intensité, les violences verbales ou psychologiques, il y a matière à discussion. Qu'est-ce qu'on enregistre en terme de violences, avec les statistiques pénales ? Seulement une portion des

Ven : D'où vient votre intérêt pour les phénomènes de délinquance dans les quartiers ?

Marwan Mohammed : Déjà, mon expérience personnelle m'a amené à être en proximité avec ces phénomènes. J'ai grandi dans le Val-de-Marne où ces sujets étaient extrêmement prégnants. Pour l'anecdote, quand je suis arrivé à Villiers-sur-Marne, en venant de Paris, j'avais 13 ans et la première chose que mes premiers copains m'ont dite, c'est de ne pas aller dans la ville voisine alors que je n'y connaissais personne. Puis, très vite mes activités associatives et professionnelles m'ont conduit à l'encadrement des adolescents. Dans les collèges comme surveillant, dans l'éducation populaire au sein de la maison de quartier. Donc ce fut d'abord un sujet de préoccupation, puis d'action avant de se transformer en problématique durant mon année de licence de sociologie. Les questions biographiques sont devenues des questions scientifiques. Les domaines que j'ai essayé de traiter au niveau académique viennent de questions et d'étonnements qui se sont construits en amont, dans ma vie personnelle ou professionnelle. Ce qui est assez commun.

Ven : Pourquoi le choix de commencer le livre « *Ya embrouille* » par le compte rendu précis d'un fait divers ?

M.M. : J'avais l'idée d'un ouvrage qui ne s'adresse pas seulement à quelques spécialistes mais aussi à un public plus large qui souhaite comprendre ou agir. Ce phénomène d'"embrouilles" dans les quartiers n'est pas connu et maîtrisé par tout le monde et il m'a semblé important d'incarner cette réalité. J'ai fait le choix de restituer les éléments d'un dossier de procédure pénale pour permettre à chacun d'avoir une approche sensible et concrète du sujet et non pas abstraite et médiatique.

On peut lire dans *Le Petit Journal* en 1907 que la délinquance juvénile est « toujours plus violente, plus nombreuse, plus précoce ». Si cette thèse était validée, les rivalités de quartier opposeraient aujourd'hui les crèches.

comportements, qu'il faut lire en premier lieu comme un reflet de l'organisation du contrôle social et des surveillances, de ce qui est dénoncé, de ce qui est cherché et de ce qui arrive dans les commissariats, les brigades de gendarmerie et les tribunaux ?

Sur la question des homicides commis par les jeunes, le chiffre des condamnations est plutôt stable depuis 2016 et tourne entre 80 et 90 par an. Chiffre qui inclut également les tentatives qui sont jugées de la même façon même s'il n'y a pas de mort. La part des mineurs parmi les condamnés pour homicide est de 7% sur la période 2001-2021. Ce qui augmente assez significativement récemment, ce sont les mises en cause pour tentative d'homicide. Une augmentation qui tient beaucoup aux stratégies de qualification pénale. Par exemple, les violences graves liées aux rivalités de quartier sont systématiquement criminalisées, ce qui était moins le cas auparavant.

Ven : D'où vient alors ce sentiment qui monte chez les professionnels qui encadrent ces jeunes, particulièrement dans les milieux populaires, que c'est plus difficile qu'avant ?

M.M. : D'abord, les conditions de travail, les moyens et le statut de ces professionnels ont négativement évolué ces dernières décennies. D'autre part, on leur demande souvent l'impossible : il est attendu qu'ils préviennent la délinquance, luttent contre l'échec scolaire, jugulent la colère sociale, améliorent le quotidien et la situation de générations entières comme s'ils en avaient les moyens. Ce manque de reconnaissance, voire ce dénigrement, est usant à la longue. Ensuite, la situation économique et politique s'est considérablement dégradée, le travail est plus difficile, d'autant que le temps pour l'exercer s'est réduit à mesure que les écrans imposaient leur présence dans la vie quotidienne des adolescents. Enfin, le rapport à la violence a .../

Le nombre de rivalités de quartier est relativement stable. Ce qui est nouveau et anxiogène, c'est le traitement qu'en font certains médias et la visibilité de ces violences sur les réseaux sociaux.

/... considérablement changé, y compris pour ces professionnels qui n'ont pas toujours le recul et la réflexivité pour penser à la fois leur réalité et les évolutions globales. Tout ceci contribue à installer et pérenniser une forme de fatalisme pessimiste.

Par ailleurs, parfois ces professionnels ont raison. Il y a des bouts du territoire national dans lesquels l'évolution des violences est inquiétante. À Marseille par exemple, si les règlements de compte ne sont pas nouveaux, il y a un rajeunissement des auteurs et des victimes qui interroge. Certains territoires vivent des turbulences qui ne sont pas nécessairement représentatives mais qu'il faut savoir prendre au sérieux. Concernant le sujet de mon dernier livre, j'explique que les rivalités de quartier sont difficilement quantifiables. Il y a des lieux où la situation s'est améliorée, d'autres où elle est apparue. Ce qui est nouveau et anxiogène, c'est le traitement qu'en font certains médias et la visibilité de ces violences sur les réseaux sociaux.

Ven : Qu'est-ce qui caractérise les formes actuelles des violences que vous avez étudiées ?

M.M. : J'ai principalement étudié les rivalités de quartier dans des métropoles et agglomérations urbaines, or cette violence existe aussi à la campagne et dans le périurbain. C'est un phénomène avec un ancrage populaire, impliquant une population plus défavorisée, que les quartiers soient ou non classés en politique de la ville. C'est une certaine continuité des motifs, des enjeux, des modes opératoires et du profil des acteurs, qui caractérise ce phénomène, indépendamment de la manière dont le politique et les médias s'en saisissent. Ce qui change fondamentalement c'est l'irruption du numérique. Des embrouilles naissent ou se développent en

Ce n'est pas la même chose d'apprendre un fait divers par son voisin ou même dans la presse que de voir arriver les sons et les images, souvent spectaculaires, directement dans sa poche.

ligne, la possibilité de filmer et de diffuser des images en temps quasi-réel sur les réseaux sociaux change la donne. Pour le grand public, cette violence spectaculaire est virale et accessible. Les auteurs de violence utilisent directement les réseaux pour valoriser leurs actions et montrer à quel point ils sont forts et dangereux. L'espace des réputations liées aux embrouilles est en partie digital aujourd'hui. Donc, même si les origines et la logique des affrontements sont les mêmes, tout est plus visible et va beaucoup plus vite que par le passé.

Ven : Quel est le lien de cette délinquance avec l'exclusion sociale et l'échec scolaire ?

M.M. : Quand on examine de près les rivalités de quartier, outre l'endroit où elles se déroulent, on constate différents profils parmi les acteurs de l'embrouille. Le premier cercle de ceux qui sont impliqués directement dans les affrontements est constitué majoritairement de mineurs,

des garçons qui sont en échec scolaire. Un échec souvent précoce, ce qui me fait dire qu'il s'agit moins de décrocheurs que de non-accrocheurs : on ne tombe pas d'une branche sur laquelle on n'a pas grimpé ! Un échec à l'école qui provoque à la fois un déclassement scolaire mais également un déclassement familial, tant les attentes scolaires sont importantes pour les familles. Cela les prive de la valorisation des adultes, de la narcissisation et de la reconnaissance qui vont avec, essentielles pour se construire à cet âge. Si un certain nombre de ces jeunes va forger son estime de soi dans le sport, la culture, la religion, les jeux vidéo, etc., qu'est-ce qu'il reste pour ceux qui n'ont ni appétence ni compétence dans ces domaines ? La bande, la rue et les embrouilles qui vont avec, apparaissent comme des recours significatifs, des ressorts de gratification extrêmement puissants, même si ça ne dure qu'un temps. Dans la scène d'affrontement, on retrouve également un deuxième cercle plus .../

La bande, la rue et les embrouilles qui vont avec, apparaissent comme des recours significatifs, des ressorts de gratification extrêmement puissants, même si ça ne dure qu'un temps.

/... disparate en termes de profil, composé aussi de garçons, certains qui réussissent à l'école. S'ils participent aux embrouilles, c'est avant tout par loyauté par exemple envers des amis ou des membres de leur famille. Le troisième cercle renvoie à ce que j'appelle l'écosystème des embrouilles de quartier, dans lequel on retrouve des filles comme des garçons, qui ne se battent pas, des profils sociaux et scolaires mixtes. Dans cet écosystème, il y a celles et ceux qui modèrent, informent, incitent, protègent, commentent, renseignent, etc. sans participer aux affrontements. Certains tentent de les prévenir et beaucoup alimentent les rivalités et participent à les faire perdurer.

Ven : Quels leviers existe-t-il pour les actrices et acteurs de terrain qui interviennent quotidiennement auprès de ces jeunes ?

M.M. : D'abord, il faut rappeler qu'il existe des expériences ou des associations, des habitants et des professionnels qui sont parvenus à pacifier les relations entre des quartiers en "guerre" depuis des décennies. Il faut donc se garder d'une posture fataliste qu'on retrouve dans beaucoup de territoires au prétexte que « ça a toujours existé ». La rivalité de quartier est un phénomène réversible. Ce fatalisme a un effet performatif et contribue à sa propre confirmation : si on pense que ça ne changera pas ou que ça a toujours existé, on ne se mobilise pas et au final, les violences se perpétuent. L'attitude majoritaire face aux rivalités de quartier c'est la gestion de l'urgence. Les acteurs se mobilisent en période de tension, ce qui donne des résultats à court terme, puis ils se démobilisent et les problèmes finissent par revenir. Ce sont les stratégies de long terme qui fonctionnent le mieux, celles qui s'appuient sur un certain nombre de principes d'action : la formation des acteurs qui, soit ne connaissent pas le territoire

On doit [...] développer des stratégies réfléchies sur le long terme car cette forme de violence produit des effets visibles et invisibles considérables sur les territoires, les familles, les jeunes, les professionnels et sur le fonctionnement des institutions.

parce qu'il y a beaucoup de turn-over, soit ne connaissent pas le phénomène des rivalités de quartier en profondeur, soit pensent le connaître par cœur et cessent de le penser. Une autre règle essentielle est de travailler réellement en partenariat avec ceux qui sont en mesure d'intervenir auprès de ces jeunes concernés par ces rivalités. Ce qui implique souvent de travailler les embrouilles entre professionnels, directions, services, élus, villes, etc.

Ce qui est souvent loin d'être évident. Une fois qu'une communauté d'acteurs existe, il s'agit de construire un programme d'action durable, pluriannuel. Ce programme implique souvent de distinguer des temporalités d'action : la gestion de l'urgence pour refroidir une situation n'implique pas nécessairement les mêmes personnes ni les mêmes ressorts qu'un travail de déconstruction à long terme du virilisme ou du « nationalisme de cage d'escalier » comme l'appelle l'anthropologue David Lepoutre.



**Propos recueillis par
Philippe Miquel**

Prochain dossier :
Jeunesses rurales

Où sont-elles ? Qui sont-elles depuis la pandémie ? Comment aller vers les jeunesses rurales diverses et dispersées sur le territoire, et parfois invisibles ? Comment soutenir leur pouvoir d'agir sans leur imposer le cadre ou la façon de faire ? Le prochain numéro explorera les réalités vécues par les jeunes des territoires ruraux et donnera la parole aux acteurs et actrices qui au quotidien les accompagnent.

© Michel Rebourg



© Olivier Verdier

VOUS

**Vous pouvez
envoyer vos récits
et vos témoignages
à la rédaction
de la revue :**
ven@cemea.asso.fr

La rubrique « Vous » est un lien entre les lecteurs et lectrices de Ven et l'équipe de rédaction. Ce lien peut aussi contribuer à enrichir les contenus éditoriaux à venir par

des témoignages de terrain, des questions pédagogiques, des coups de gueule ou des enthousiasmes ou raconter des moments d'animation, d'enseignement ou de formation.

Vous pouvez faire parvenir à la revue de courts textes. L'équipe de rédaction peut également vous accompagner dans l'écriture de vos témoignages.

Éducation et esprit critique

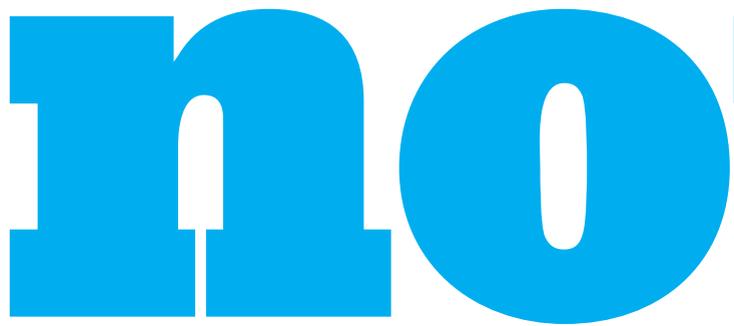
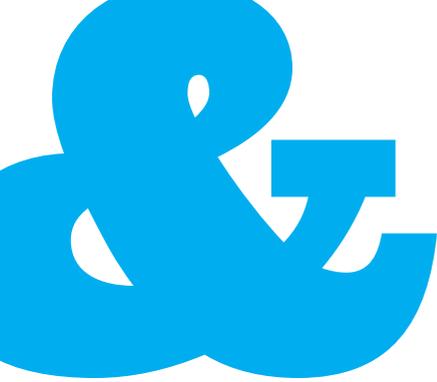
Par définition, la démocratie est l'exercice de la souveraineté par le peuple. Le dossier « éduquer à la démocratie », annoncé dans le précédent numéro de Ven, m'a donné envie de partager une lecture qui propose un point de vue éclairant sur la notion d'argument. Il s'agit du texte intitulé « L'esprit (en état) critique » d'Audric Mazzietti, paru dans le magazine *L'éléphant* n°40, octobre 2022, pp. 153-154. Dans cet article, il pointe la nécessité de « *donner les moyens pour rejeter les arguments d'autorité, les intuitions, les jugements hâtifs, examiner les arguments et distinguer ceux qui relèvent de la connaissance et ceux qui relèvent de la croyance* ». L'auteur précise qu'« *un véritable argument doit être réfutable, et que c'est alors toutes les tentatives qui ont échoué pour le réfuter qui lui donnent toute sa valeur* ». Ceci constitue un des piliers de la démarche scientifique. Une éducation sérieuse à la démocratie ne devrait pas pouvoir s'affranchir d'une approche scientifique. Démarche plus que jamais incontournable à l'époque où chacun et chacune se trouve assailli "d'informations" plus ou moins dignes de ce nom. Via des vecteurs multiples, "informations" largement diffusées, réitérées, relayées, assénées, dont seuls le nombre, l'insistance ou "l'autorité" supposée suffiraient comme arguments de véracité. Le document cité s'inscrit dans la rubrique "psychologie" du magazine et fait suite à un article du même auteur intitulé « Biais cognitifs, entre raccourcis de la pensée et pensée raccourcie » la lecture des deux articles constitue un terreau fécond pour penser les ressorts qui conduisent certains à diffuser des fake news, arme massive de destruction de la démocratie et ainsi, en résistance, penser, construire et mettre en œuvre, une éducation efficiente dans ce domaine.

Guy M. (Jouy-Le-Moutier, 95)

Les 20 ans du Festival international du film d'éducation

J'ai découvert pour la première fois cette année le Festival international du film d'éducation (FIFE). Je recommande ce moment de partage autour de documentaires et de films de fiction pour tous les âges. En tant que directrice de centre social, c'est un formidable outil pour ouvrir les esprits, faire découvrir d'autres cultures, donner accès à des expériences de vie différentes. Je recommande ! (Et surtout, allez voir le film *Bird* !)

Alix D. (Yvetot, 76)



ven

Vers l'Éducation nouvelle

La revue des Ceméa, fondée en 1946 par Gisèle de Failly et Henri Laborde

Les Ceméa sont soutenus pour leur fonctionnement et leurs projets par les ministères de l'Éducation nationale, des sports, de la jeunesse et de la vie associative, de la culture, du travail et de l'emploi, de l'Europe et des affaires étrangères, par la Caisse nationale d'allocations familiales.

24, rue Marc-Seguin
75883 Paris Cedex 18
Tél. 01 53 26 24 24
Sites web :
www.cemea.asso.fr
www.yakamedia.fr
<https://cemea-formation.com>

Pour écrire à la rédaction

ven@cemea.asso.fr
Toute reproduction ou représentation

intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit des pages ou images publiées dans la présente publication faite sans l'autorisation de l'éditeur est illicite et constitue une contrefaçon (Loi du 11 mars 1957, art. 40 et 41 du Code pénal, art. 425).

Prix du numéro

10 euros

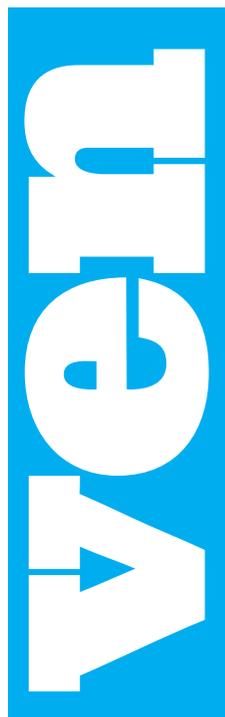
L'abonnement
4 numéros : 36 euros

Il est possible qu'en qualité d'abonné, vous receviez des offres commerciales écrites provenant d'autres sociétés.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés, si vous ne souhaitez pas que vos noms et adresses soient communiqués, signalez-le nous, le nécessaire sera fait.

Photo Une

Alain Guillhot



N° 596
janvier-
mars 2025

Directeur
Gérant
Jean-Baptiste Clerico

Directeur de
la Publication
Charles
Reverchon-Billot

Rédacteurs
en chef
Laurence Bernabeu
et Olivier Ivanoff

Comité de rédaction

Stéphane Bertrand,
Benjamin Dubreuil,
Fabienne Estra,
Laurent Gautier,
Elisabeth Le Bris,
Guy Manneux,
Laurent Michel,
Philippe Miquel,
Pierre Parlebas,
Marianne de Prévilles,
Patrice Raffet,
Michel Rebourg,
Nelly Rizzo,
David Ryboloviecz,
Guillaume Viger,
Marie-France Zicot

Conception & maquette

Les grenades

Publicité

s'adresser à la revue

Impression

BLF Impression,
ZA Toussaint-Catros
4, rue Ariane
33185 Le Haillan

CCPAP 0126 G80 268.
Dépôt Légal n° 16688.
ISSN O 151-1904.

US



Les militants et militantes qui ont collaboré à ce numéro

© Margot Bernardi, Marjorie Catez, Louisa M., Émilie Chardonnet



Nelly Rizzo
enseignante et syndicaliste, membre du CA national des Ceméa

Charles Reverchon-Billot

directeur des publications



Elia Munoz
journaliste

Jérôme Lateurtre

éducateur spécialisé, doctorant en Sciences de l'éducation, formateur à l'IRTS Normandie Caen



Flora Perez
coordinatrice d'une ludothèque

Christian Lignan
dessinateur



Carine Czodor
coordinatrice des contenus web aux Ceméa



Laurent Michel
documentaliste en lycée, formateur



Nina Soyez-Bchibchi
secrétaire à l'association des Ceméa



Émilie Chardonnet
illustratrice



Philippe Miquel
enseignant en retraite



Élisabeth Le Bris
coordinatrice des formations Moniteurs Éducateurs aux Ceméa Occitanie



Michelle Olivier
enseignante et syndicaliste à la retraite

Laurence Bernabeu
rédactrice en chef de Ven et Yakamédia



Olivier Ivanoff
rédacteur en chef adjoint de Ven

Fabienne Estra
directrice adjointe Ceméa Nouvelle-Aquitaine



Stéphane Bertrand
chargé de mission axe transition écologique aux Ceméa

Audrey Baudeau
directrice adjointe Pôle Europe et International



Laure Marillesse
coordinatrice pédagogique aux Ceméa Rhône-Alpes

Ceméa association nationale

24, rue Marc-Seguin
75883 Paris Cedex 18
Tél. 01 53 26 24 24

GRAND EST

Ceméa Grand Est

15, rue Jacobi Netter
67200 Strasbourg
Tél. 03 88 27 90 36

Territoire de Champagne-Ardenne

29, rue Pierre-Taittinger
51100 Reims
Tél. 03 26 86 67 41

Territoire de Lorraine

1, rue Charles-Gounod
54140 Jarville-la-Malgrange
Tél. 09 60 50 38 75

NOUVELLE-AQUITAINE

Ceméa

Nouvelle-Aquitaine

11, rue Permentade
33000 Bordeaux
Tél. 05 56 69 17 92

Territoire de Limoges

23A, bd Saint-Maurice
1^{er} ét. - 87000 Limoges
Tél. 05 55 34 60 52

Territoire de Poitiers

26, rue Salvador-Allende
86000 Poitiers
Tél. 05 49 88 07 61

AUVERGNE RHÔNE-ALPES

Ceméa Auvergne

Groupe scolaire A. Daudet
16 bis, rue du Torpilleur
Sirocco
63100 Clermont-Ferrand
Tél. 04 73 98 73 73

Ceméa Rhône-Alpes

3, Cours Saint-André
38800 Pont-de-Clais
Tél. 04 76 26 85 40

BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

Ceméa Bourgogne

-Franche-Comté
2, avenue du Parc, BP 117
25013 Besançon Cedex
Tél. 03 81 81 33 80

BRETAGNE

Ceméa Bretagne

92, rue du Frugy
29337 Quimper Cedex
Tél. 02 98 90 10 78

2, bd Louis Volclair

35200 Rennes
Tél. 02 99 50 23 26

CENTRE VAL DE LOIRE

Ceméa Centre

37, rue de la Godde
45800 Saint-Jean-de-Braye
Tél. 02 38 53 70 66

CORSE

Ceméa Corse

École Marie Reynoard-
Montesoro
Provence Logis Montesoro
20600 Bastia
Tél. 04 20 03 53 42

HAUTS DE FRANCE

Ceméa Nord-Pas-de-Calais

11, rue Ernest-Deconynck
59800 Lille
Tél. 03 20 12 80 00

Ceméa Picardie

47, bd Alsace-Lorraine
80000 Amiens
Tél. 03 22 71 79 00

ILE-DE-FRANCE

Ceméa Ile-de-France

Arif-CFPES
65, rue des Cités
93306 Aubervilliers
Tél. 01 48 11 27 90

OCCITANIE

Ceméa Occitanie

Le Clos Barlet
501, rue Métairie de Sausset
CS 10033
34078 Montpellier Cedex 3
Tél. 04 67 50 46 00

6, cheminement
Louis-Auriacombe
31100 Toulouse

7, avenue des Palmiers
66000 Perpignan
Tél. 04 68 34 63 62

49, rue du Père-Pierre
Bât L'Eau Vive
34500 Béziers
Tél. 04 67 93 72 07

NORMANDIE

Ceméa Normandie

5, rue Docteur-Laënnec
14200 Hérouville Saint-Clair
Tél. 02 31 86 14 11

33, route de Darnétal
BP 1243
76177 Rouen Cedex 1
Tél. 02 32 76 08 40

PAYS DE LA LOIRE

Ceméa Pays de la Loire

102, rue Saint-Jacques
44200 Nantes
Tél. 02 51 86 02 60

71, avenue Yzeux
72000 Le Mans
Tél. 02 43 82 73 08

PROVENCE ALPES-CÔTE D'AZUR

Ceméa Paca

47, rue Neuve Sainte-
Catherine
13007 Marseille
Tél. 04 91 54 25 36

21, rue d'Angleterre
06000 Nice
Tél. 04 93 16 18 20

INTERNATIONAL

FIGEMÉA

Av. de la Porte de Hal, 39, boîte 3
1060 Bruxelles
secretariat@ficemea.org

SIÈGES D'OUTRE-MER

Ceméa GUADELOUPE

Rue de la ville d'Orly près
du pôle Emploi Bergevin
97110 Pointe-à-Pitre
Tél/fax. 0 590 82 20 67

Ceméa GUYANE

6, rue Thiès
Place des Palmistes
BP 80,
97322 Cayenne Cedex
Tél. 0 594 30 68 09

Ceméa MARTINIQUE

10, rue Lazare Carnot
BP 483,
97241 Fort-de-France
Cedex
Tél. 0 596 60 34 94

Ceméa MAYOTTE

Rue du Stade Cavani
Maison des Associations
BP 318,
97600 Mamoudzou Mayotte
Tél. 00 269 61 13 75

Ceméa POLYNÉSIE

177, cours de l'Union Sacrée
Taunua - BP 3824
Papeete - Tahiti
Tél. 00 689 43 73 11

Ceméa PWÂRÂ WÂRO

BP 241-98822 Poindimié
Nouvelle-Calédonie
Tél. 00 687 47 14 71

Ceméa RÉUNION

45, ruelle Magnan
Champ Fleuri
97490 Sainte-Clotilde
Tél. 0 262 21 76 39

Je m'abonne à **VEN**

36 euros / an : 4 numéros

Contact abonnements:

yakamedia@cemea.asso.fr

01 53 26 24 41 (de 9h30 à 13h30)



En France, 10 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. ATD Quart Monde poursuit un objectif : permettre à chacun·e l'accès au logement, aux soins, au travail, à la culture, à l'éducation... ATD Quart Monde est aujourd'hui présent dans plus de 30 pays. En France, des centaines de bénévoles agissent sur le terrain aux côtés des plus pauvres. Rejoignez-les !

UN MONDE SANS MISÈRE EST POSSIBLE

Suivez nos Actions en cours

LA CAMPAGNE

Soutenez notre campagne contre la maltraitance institutionnelle



L'EXPO

Découvrez l'expo idées fausses





À Mayotte, nous préparons la reconstruction.

© DDSL Mayotte

L'éducation est aussi une réponse humanitaire !

Depuis le passage dévastateur du cyclone Chido, nous sommes en lien quotidien avec nos collègues et partenaires sur place, pour organiser des réponses adaptées. Ce désastre nous rappelle combien nos projets sont cruciaux, notamment pour la jeunesse mahoraise.

Depuis 2015, notre délégation départementale de Mamoudzou défend l'accès à l'éducation et lutte contre les inégalités, avec nos organisations membres actives sur l'île.

L'enchaînement des catastrophes naturelles dans le monde nous oblige à agir toujours plus pour soutenir les victimes, en particulier les enfants et la communauté éducative, dans l'urgence mais aussi de façon durable. Merci pour votre soutien !

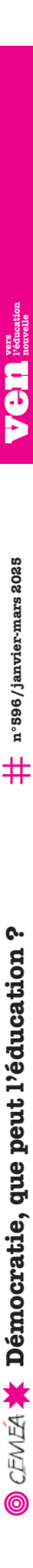


**Solidarité
Laique**



Soutenez nos actions
sur solidarite-laique.org





DROPPED

596/jamie2025